ISSN 0024-7650

M 6189 - 1123 - 8,00 F
3796189008001 11230

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 123 - 15 décembre 1989 - prix : 8 F

"Boat people" expulsés, immigrés refoulés...

LES CAPITAUX SONT LIBRES DE CIRCULER, LES HOMMES SONT LIBRES DE CREVER !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rousset - Commission paritaire n° 64 999

"BOAT PEOPLE" EXPULSÉS, IMMIGRANTS REFOULÉS...

LES CAPITAUX SONT LIBRES DE CIRCULER, LES HOMMES SONT LIBRES DE CREVER

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

On avait dit aux Vietnamiens qu'en Occident ils trouveraient la liberté. Peut-être, mais pas celle d'y rentrer. Margaret Thatcher a commencé à renvoyer d'où ils viennent les «boat people» échoués à Hong-Kong. Et si l'opération, qui rappelle le tristement célèbre charter pour le Mali de Pasqua, a soulevé les protestations dans son pays, mais aussi notamment aux Etats-Unis et en France, la «dame de fer» a eu beau jeu de répondre que les gouvernements qui s'indignent n'avaient qu'à proposer eux-mêmes d'accueillir les réfugiés. Ils s'en sont en effet bien gardés.

Car, à part ce genre de protestation hypocrite, ils agissent bien de la même façon, les gouvernants de ce fameux «monde libre». Au moment où Thatcher expulse ses «boat people», Mitterrand et Rocard expliquent qu'ils vont traquer mieux que personne les «immigrants clandestins». En Allemagne après la chute du mur, on commence à s'inquiéter de l'afflux des Polonais venus tenter de gagner leur vie par de petits trafics et du marché noir. Quant à la police des frontières de ce qu'on appelle la libre Amérique, les immigrants mexicains ou même les «boat people» en provenance des Caraïbes – oui, il y en a aussi là-bas – qui cherchent à gagner les Etats-Unis préfèrent en général ne pas tomber sur elle.

Oui, le monde des pays riches d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale ou du Japon est une belle vitrine, à faire pâlir d'envie les peuples des pays du Tiers Monde ou même simplement d'Europe de l'Est. Mais ce n'est qu'une vitrine et elle est bien gardée ; ceux que sa lumière attire sont priés de passer leur chemin. Même ceux qui y vivent, d'ailleurs, n'ont bien souvent que le droit de regarder, pas celui de se servir.

★ ★ ★

Les gouvernements occidentaux proclament qu'ils détiennent la recette de l'opulence et du bien-être, mais ils tiennent à la réserver à une minorité. Il y a, à cela, une bonne et simple raison : cette opulence n'existe que grâce à la pauvreté, à la misère, au dénuement croissant du reste du monde.

Le Tiers Monde consacre aujourd'hui la plus grande partie de ses ressources à rembourser sa dette, augmentée des intérêts, aux banquiers occidentaux. Ceux-ci ne savent rien faire d'autre de ces revenus que les promener d'une place financière à une autre, à la recherche de la spéculation la plus fructueuse. Les pauvres de toute la planète suent ainsi sang et eau pour payer, à une poignée de financiers, de quoi jouer l'avenir de l'économie mondiale à la roulette.

Alors évidemment, les maîtres du monde capitaliste préfèrent tenir à distance les centaines de millions d'affamés que crée leur politique. Ils se contentent de s'en servir comme d'un réservoir de main-d'œuvre à bon marché, dans lequel ils puisent en fonction des besoins. Mais ils préfèrent dans la mesure du possible que les crises sociales, les émeutes de la faim, les famines qu'ils provoquent ne se déroulent pas sous leurs fenêtres. Dans leurs propres pays, pour assurer la stabilité sociale, ils cherchent à donner aux exploités le sentiment qu'ils sont, eux aussi, des privilégiés parce qu'ils vivent un peu moins mal que ceux qui frappent à la porte ; privilégiés parce qu'ils ont le droit de se faire exploiter en France, aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne et pas au Vietnam, en Amérique latine ou au Sri Lanka...

★ ★ ★

Mais justement, même ce «privilège»-là se révèle de plus en plus illusoire et fragile. Produit de la crise, du chômage, la pauvreté s'est étendue dans les faubourgs de Liverpool et de Manchester, au centre même des grandes villes américaines, dans les HLM des banlieues françaises. Il se trouve alors des démagogues à la Le Pen pour expliquer qu'il faut en chercher les responsables non parmi les maîtres de l'économie, mais du côté des «étrangers», de ceux qui sont encore un peu plus pauvres que les autres parce qu'ils ne sont immigrés que de fraîche date. Et il se trouve des Mitterrand et des Thatcher pour suivre le même chemin en désignant comme ennemi «l'immigrant clandestin» coupable d'avoir voulu entrer dans le paradis capitaliste.

Il y a pourtant bien longtemps que l'exploitation capitaliste elle-même ignore complètement les frontières. Les capitaux circulent à la vitesse de la lumière d'un bout à l'autre de la planète et les banques et les Bourses de Tokyo, Paris ou New York additionnent sur les mêmes comptes les profits encaissés grâce à la sueur des travailleurs, qu'ils soient de Calcutta, de Dreux... ou même de Varsovie puisque les pays de l'est européen sont maintenant réintégrés de plein droit dans les circuits financiers mondiaux. Mais les frontières gardent au moins une utilité pour le grand capital : faire croire aux pauvres, aux travailleurs des différents pays qu'ils ne sont pas une même classe mais une poussière de nationalités, de communautés placées dans des positions différentes, ayant des intérêts différents et souvent opposés. Cela offre un terrain ô combien fertile à toutes les démagogies. Cela peut servir aujourd'hui à canaliser la colère des pauvres contre plus pauvre qu'eux. Et puis demain, si la crise et les conflits s'exaspèrent, on pourra se servir de ces préjugés nationaux pour enrégimenter les travailleurs d'un pays, au service des intérêts de «leurs» possédants, car il faudra cela pour leur faire accepter d'aller se battre contre les travailleurs d'un autre pays.

Alors, les travailleurs ne doivent connaître qu'une sorte de frontière : la frontière de classe qui sépare leur classe de celle des possédants, les exploités des exploiteurs, et qui fait d'un travailleur de Paris ou de Londres un frère de celui du Caire ou de Calcutta... et d'un capitaliste un ennemi, même s'il a la même nationalité.

LE PEN SANS IMMUNITÉ :

Cerles

LE SÉVICE CONTINUE...

Le Parlement européen a voté, par une large majorité, la levée de l'immunité parlementaire de Le Pen. Cette décision avait été demandée par le gouvernement français qui entendait pouvoir engager des poursuites contre le président du Front National «pour injure à ministre».

C'est le 2 septembre 1988, à Cap-d'Agde, que Le Pen avait émaillé son discours d'un calembour qui puait l'antisémitisme : *«Durafour crématoire»*. L'allusion visait le ministre de la Fonction publique. A ceux qui ne se souvenaient plus de l'épisode, le leader du FN a rafraîchi tout récemment la mémoire lors de son débat avec Lionel Stoléru.

Démagogue, Le Pen n'hésite pas à faire vibrer les préjugés d'une fraction de la population. Antisémitisme, racisme, xénophobie, qu'importe ! Les bulletins de vote peuvent avoir une odeur, celle des égouts, Le Pen et les siens n'ont pas le nez délicat. Ni la bouche par laquelle transitent ces ordures. Ni le reste non plus.

Cela n'empêche pas Le Pen et ses acolytes de se présenter comme des victimes de l'intolérance. Quoi, et le droit aux jeux de mots, à la liberté politique, la liberté de parole ?

Belle hypocrisie bien sûr... mais il y en a aussi une bonne dose parmi ces députés de la droite dont on ne sait pas toujours si ils se démarquent de Le Pen et du Front National parce qu'ils réprouvent ses idées – si l'on peut parler d'idées en l'occurrence – ou si ils lui reprochent de chasser sur leurs terres et de leur enlever des électeurs. Et il y en a aussi pas mal chez ceux qui veulent faire croire que ces joutes parlementaires et judiciaires peuvent affaiblir l'extrême-droite... dans le même temps où toute leur politique contribue à porter de l'eau à son moulin.

J.-P. V.

Mitterrand et l'immigration

S'EN PRENDRE À L'IMMIGRATION "CLANDESTINE" ÇA NE GÊNE PAS LE PEN, ÇA LE RENFORCE

(AFP)

Après Rocard, Mitterrand est monté au créneau, dimanche soir 10 décembre sur *Antenne 2,* pour se situer face à la pression de Le Pen sur le problème de l'immigration. S'il a tenu à se démarquer de la droite en défendant son point de vue sur «l'état de droit» en opposition à la «Loi Pasqua», ou pour réaffirmer son opinion favorable en matière de vote des immigrés aux élections locales – mesure qu'il juge pour le moment non réalisable en raison de l'opposition qu'elle soulève et qui semble dominer – le président n'en a pas moins, comme le Premier ministre une semaine auparavant, jeté sa part aux chiens de l'extrême-droite, en pourfendant «l'immigration clandestine», et en promettant de la combattre avec encore plus de fermeté.

Un certain nombre d'électeurs ou de militants qui se disent «de gauche» s'en trouveront satisfaits, et à leur tour, ne manqueront pas – si ce n'est déjà fait – d'emboucher les mêmes trompettes, se donnant ainsi l'illusion de couper l'herbe sous le pied à la vague de racisme et de xénophobie qui monte et fait monter Le Pen, en même temps que ses scores dans les élections partielles.

Mais ces électeurs ou militants «de gauche», qui répètent, comme certains après Fabius, que *«Le Pen donne de fausses réponses à de vraies questions»,* feraient bien de s'interroger sur la signification et l'importance de la distinction qu'ils veulent marquer entre «l'immigration clandestine» et «l'immigration légale». Ils pourraient se rendre compte que l'immigration est toujours «légale» quand ce sont certaines grandes entreprises qui ont besoin d'embaucher directement, et qu'elles obtiennent alors de gouvernements – qui ne leur refusent rien – les autorisations nécessaires. Ils pourront se rendre compte que l'immigration est «clandestine» dès lors qu'il s'agit de petites entreprises, même si elles travaillent pour de beaucoup plus grosses qui n'assument pas directement les risques de l'illégalité.

Lorsque Citroën, Peugeot, Renault allaient recruter directement en Afrique du Nord ou en Afrique noire, ou encore en Turquie ou en Yougoslavie, créant des agences et envoyant des démarcheurs dans les villages les plus reculés, c'était «l'immigration légale». Et quand Bouygues et Yves Saint-Laurent, ou d'autres, font sous-traiter, par des entrepreneurs pas regardants et au risque de ces derniers, des travaux dans le bâtiment ou dans la confection qui leur rapportent de juteux profits, c'est «l'immigration clandestine». Mais dans un cas comme dans l'autre, c'est toujours un bon moyen pour se procurer de la main-d'œuvre à bon marché et un bon moyen pour faire baisser les salaires.

S'imaginer que s'en prendre à «l'immigration clandestine», au nom de la «loi» – celle faite précisément pour les patrons – pourrait vraiment influer sur les chiffres de l'immigration alors même qu'elle obéit aux lois économiques du capitalisme, et s'imaginer que, par là même, on peut freiner la montée du racisme et de la xénophobie, c'est vraiment se mettre «le doigt dans l'œil». Ce serait aussi oublier que les «Dupont Lajoie» qui applaudissent à Le Pen s'en prennent tout autant aux immigrés «légaux» qu'aux immigrés «illégaux», ces derniers étant au demeurant bien moins nombreux que les premiers, même selon les estimations les plus «alarmistes». Et les «Beurs» ou autres enfants de la deuxième génération ou au-delà n'en sont pas moins la c de ces racistes qui se fich pas mal de savoir qu'ils la nationalité française.

Ainsi en va-t-il de tous racismes. Il suffit de se r peler que lors de la va antisémite de la période zie en Allemagne, ou mé en France pendant la mé période, il y avait des «s cialistes» pour aller fou jusqu'à la cinquième, v la dixième génération, de vérifier «la pureté d race» – ce qui détermina le sujet allait ou pas finir chambre à gaz – pour c prendre que dès lors qu'i question de préjugés raci en période de crise, les l tes de l'imbécillité et d saloperie sont insondabl

Les distinctions sur nature de l'immigration, font les socialistes au g vernement, ne servent fin ment qu'à démontrer électeurs, qui encoura Le Pen de leurs bulletin vote, qu'ils peuvent a faire venir cette gauche leur terrain. Loin d'affa l'extrême-droite, cela peut que la renforcer et der à acquérir les mo d'asseoir un jour sa di ture, ce qui ne manqu pas alors de passer l'écrasement de cette che ; quand bien même lui aurait mis le pie l'étrier.

Louis GUILB

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion portera sur :

L'AFRIQUE DU SUD

VENDREDI 15 DÉCEMBRE, à 20 h 30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à PARIS (5e)

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F

NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRÉS, SEULE LA DATE D'ARRIVÉE CHANGE !

e Pen, catholique fer- et admirateur de ıne d'Arc, dit vouloir tre dehors les immi-. Comme l'a rappelé ıard Tapie, il oublie ire que, du temps où défendait l'Algérie çaise, il déclarait : *qu'il faut dire aux riens c'est que la ıce a besoin d'eux.»* temps des colonies, fini, et la démagogie Le Pen a changé de ne. Mais il ne traitait mieux les Algériens ıd il en avait besoin, ujourd'hui quand il ıu'il n'en veut plus. quand il arrive ne majorité de gens nt pour le mouve-t de Le Pen, comme s'est produit à ıx, voilà ce que ça ne : le soir des résul-des membres du ser-d'ordre du Front onal ont tabassé de es ouvriers qui avaient eu l'audace de ne pas voter pour Marie-France Stirbois ! Les gens comme Le Pen désignent les immigrés au mécontentement des imbéciles et des inconscients, qui se défoulent ainsi sans trop de risques dans les isoloirs ; mais c'est l'ensemble des travailleurs, français compris, qu'ils voudraient faire marcher au pas s'ils avaient le pouvoir. C'est ainsi qu'Hitler est arrivé au pouvoir par les urnes et la légalité constitutionnelle en 1933, et que les camps de concentration, comme la guerre, ont suivi...

Rocard et Mitterrand, qui se disent encore socialistes quand ils y pensent, gouvernent depuis dix ans et ont déçu bien des espoirs chez les travailleurs. Leur souci n'est évidemment pas de renforcer la cohésion de la classe ouvrière face aux démagogues qui cherchent à la diviser. Car Mitterrand et Rocard représentent et servent les «gagneurs» comme dit Tapie, c'est-à-dire, lui compris, tous ces possesseurs d'actions dont les profits ont quintuplé en dix ans pendant que le salaire des travailleurs payés au SMIC, et de ceux qui n'en sont pas loin, baissait globalement d'autant.

Ces politiciens socialistes au service des possédants ne combattent pas la démagogie de Le Pen. Ils la subissent et elle déteint sur eux. C'est ainsi qu'on a entendu Rocard le 3 décembre, puis Mitterrand le dimanche 10 décembre à Antenne 2, se mettre à pourfendre «l'immigration clandestine» et à déclarer qu'ils seront fermes à l'encontre des clandestins.

On peut leur faire confiance. Ils seront aussi fermes à l'égard des plus malheureux, des plus vulnérables des travailleurs, qu'ils sont compréhensifs envers les initiés de la Bourse ou les coupables de délits politico-financiers dont ils viennent de faire voter l'amnistie à l'Assemblée !

Des coupables désignés, des responsables du chômage, ces quelques dizaines de milliers de travailleurs clandestins ? Eux qui, en plus de la surexploitation, subissent toute la misère des gens sans droits ?

C'est oublier que, dans un pays comme la France, nous sommes tous des immigrés. Seule la date d'arrivée change. C'est oublier qu'à la date d'arrivée, dans le dénuement et la précarité bien souvent, la plupart de nos parents, grands et arrière-grands-parents, étaient à l'origine plus ou moins clandestins. Car les frontières ne sont franchement et légalement ouvertes qu'aux riches. Rarement aux pauvres.

Par contre, il y a des gens qui vivent autant à New York, Genève ou Tokyo, qu'à Paris ou Neuilly... mais qui ne se sentent immigrés nulle part car ils franchissent aussi facilement les frontières que leurs capitaux. Le monde du fric leur appartient, comme les lois de ce monde qu'ils font, d'ailleurs, à leur mesure.

Le défoulement contre les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre nous, c'est la lèpre du monde ouvrier, le signe de cette démoralisation politique qui peut faire le lit de futurs dictateurs. Et il faut combattre cette démoralisation.

Il y va de notre dignité de classe de comprendre qu'il nous faudra bien nous unir, français et immigrés, récents et moins récents, clandestins ou pas, pour combattre et vaincre ensemble les véritables responsables du chômage, ceux qui se sont enrichis grâce aux bas salaires et qui sont toujours gagnants à la division de la classe ouvrière.

(Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 11 décembre 1989)

L'ABBÉ GRÉGOIRE EST AU PANTHÉON, MAIS IL NE L'EMPORTE PAS AU PARADIS !

tterrand a présidé la ıonie de mise au Pan- de trois «grands nes» de la période ıtionnaire : Condor-Monge et l'abbé Gré-Mais, si les deux pre-sont passés comme ettres à la poste, le ème, en revanche, a quelques problèmes la hiérarchie catholi-

bbé Grégoire a été ınt la révolution l'ar-défenseur des droits ıifs et des Noirs et un attant farouche l'esclavage, à une ıe où bien des révolu-aires étaient infini-plus modérés que cet iastique. S'il n'y avait e cet aspect du per-ge, personne n'ose-peut-être trouver à à l'envoyer au Pan-Mais il fut aussi un républicain. Il participa à la rédaction de la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» et prêta, le premier, serment à la Constitution civile du clergé, alors que la plupart des prêtres choisissaient le camp de la contre-révolution, de l'émigration, voire de la Vendée. Un «curé rouge» en somme, comme on dirait aujourd'hui, une sorte de partisan de cette «théologie de la libération» qui donne des boutons aux chefs de l'Eglise.

S'il fut un aussi ardent combattant en faveur de l'égalité de toutes les races, c'est d'ailleurs sans doute précisément parce que l'abbé Grégoire était un républicain sincère même s'il restait catholique. De ce fait il s'opposa donc au pape et devint, qu'il l'ait voulu ou non, un défenseur de l'Eglise «gallicane», par opposition à l'Eglise romaine.

Alors, à deux siècles d'intervalle, la hiérarchie ne le lui pardonne toujours pas. Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, et lui-même Juif converti au catholicisme, a justifié, avec des contorsions de Jésuite qui rendraient envieuse une anguille, la position de l'Eglise : il a célébré un service religieux lors de la levée du corps de Grégoire (c'était un abbé tout de même !) mais il n'était pas présent à la cérémonie du Panthéon. Il n'y avait là d'ailleurs aucun prêtre, excepté ce franc-tireur de Gaillot, l'évêque d'Evreux !

En revanche le nonce du pape, sorte d'ambassadeur du Vatican, était au Panthéon, pour ne pas se fâcher sans doute avec Mitterrand. Comprenne qui pourra... Mais finalement, l'attitude de Lustiger rappelle un fait fondamental : en 1789, à de rares exceptions près, comme Grégoire, l'Eglise était royaliste, raciste, esclavagiste, bref profondément réactionnaire. Deux siècles après, elle montre qu'elle conserve la nostalgie de cette époque bénie où elle sacrait les rois, éduquait les jeunes, et persécutait les libres penseurs.

A.V.

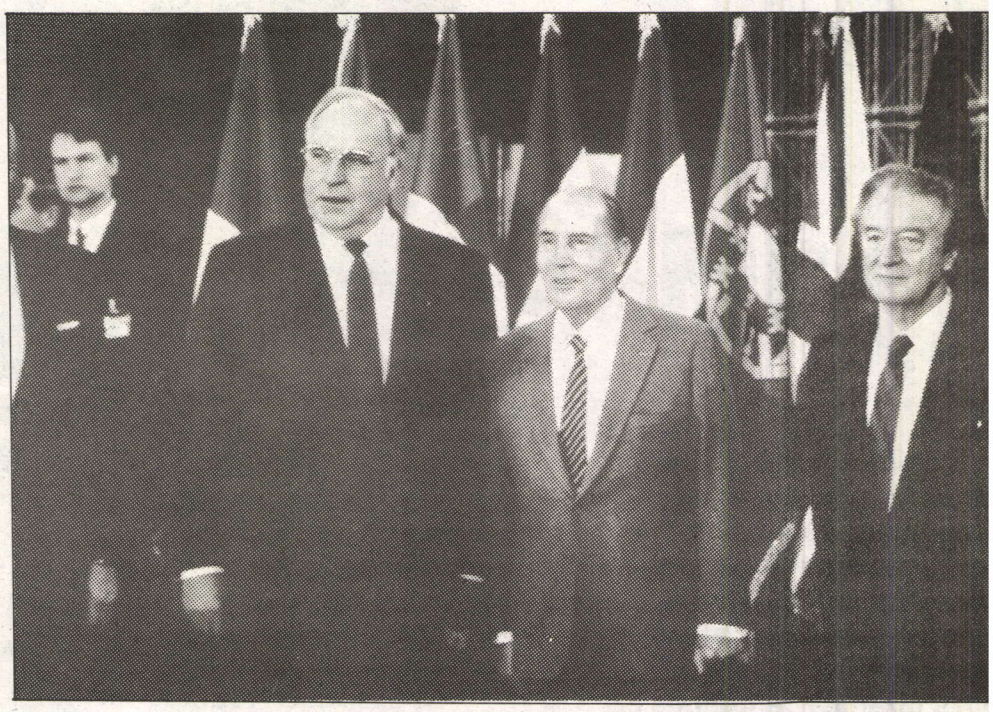
Lustiger, particulièrement faux-jeton, célèbre la cérémonie funèbre lors de l'exhumation de cet abbé Grégoire qu'il réprouve...

Christian Vioujard / Gamma

Le sommet de Strasbourg

L'EUROPE CÔTÉ DISCOUR

C'est sans doute parce que la présidence du Conseil européen est assurée en ce moment par Mitterrand – les chefs d'Etats de la Communauté occupent successivement, par rotation, cette fonction – qu'on a fait si grand tapage, en France, autour du dernier «sommet européen» réuni a Strasbourg. Pourtant, cette fois encore, ce sommet a accouché d'un souriceau, sous forme de déclarations suffisamment générales pour que chacun y retrouve ses petits.



Ainsi on avait tellement dit qu'il serait difficile de concilier les positions françaises, qui traduisaient une certaine méfiance à l'égard d'une éventuelle réunification de l'Allemagne, avec celles de la RFA, qu'on a salué comme un succès la rédaction d'une déclaration dans laquelle on évitait d'utiliser le mot «réunification» pour parler «d'unité du peuple allemand». Les esthètes admireront la pureté de l'exercice verbal. Les autres diront tout bonnement que l'on a, une fois encore, jonglé avec les mots pour maintenir une cohésion toute diplomatique.

Le reste est à l'avenant ; telle la décision de créer une Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Pour l'instant il ne s'agit que d'un projet dont la vocation serait *«de promouvoir, en consultation avec le FMI et la Banque mondiale, les investissements productifs et concurrentiels dans les Etats d'Europe centrale et orientale, de réduire, le cas échéant, les risques liés au financement de leurs économies...»*. Constatons que ce projet, s'il voit le jour, sera parrainé par le FMI, c'est-à-dire entre autres et surtout, par les Etats-Unis, qui sont d'ailleurs invités, ainsi que le Japon, à souscrire au capital de cette banque.

Mieux vaut donc ne pas parler d'un geste qui exprime l'indépendance de l'Europe des Douze, et encore moins d'une démarche désintéressée, puisqu'il ne s'agirait en l'occurrence que de fournir une garantie étatique pour couvrir les risques des capitalistes qui placeraient des capitaux à l'Est.

Par ailleurs, l'un des sommets de ce sommet aura été l'adoption d'une «Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs», dans laquelle il est évoqué une protection sociale des travailleurs *«ádéquate»*, une rémunération *«équitable»*, des *«prestations et des ressources suffisantes»* pour les personnes exclues du marché du travail. Ces messieurs-dames de Strasbourg ne manquent pas de vocabulaire. Les mots ne valent pas cher, qu'on les évalue en francs, en marks, en lires ou en écus.

Et pour couronner le tout, on a évoqué les prochaines échéances de la construction européenne qui devraient se traduire par une nouvelle conférence intergouvernementale, fin 1990, destinée à modifier le traité de Rome vieux de trente-trois ans et qui devrait marquer, nous dit-on, un nouveau pas vers l'Union monétaire et politique européenne. En 1994. C'est ce que disent les c mistes qui, d'une co rence à l'autre, révi imperturbablement l prévisions. Quant aux listes, ils pensent que sommet donnera au m naissance à un autre s met.

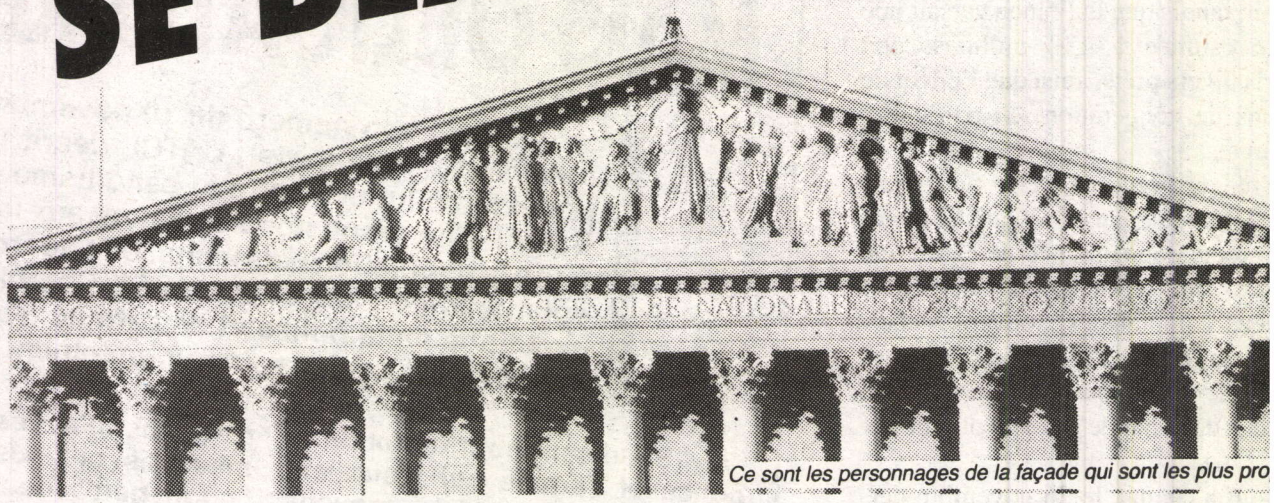
Et ainsi de suite... chemin de crêtes est voie rude... et sans fin.

Jean-Pierre V

L'amnistie des fausses factures

QUAND LES DÉPUTÉS SE BLANCHISSENT

En adoptant dans la nuit du mercredi 6 décembre des projets de loi relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales, une majorité des députés à, dans le même temps, approuvé un amendement déposé par le gouvernement et prévoyant l'amnistie des délits en relation avec le financement des partis et des campagnes électorales commis avant le 15 juin 1989.



Ce sont les personnages de la façade qui sont les plus pro

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement tente de faire passer sa loi d'amnistie. Mais jusqu'à présent, posant à l'incorruptibilité, la droite menaçait chaque fois de déposer une motion de censure qui, sur un tel sujet, aurait pu être votée avec les voix du Parti Communiste. Finalement, en laissant à leurs députés le libre choix de leur vote, les partis d'opposition ont favorisé une large absention dans leurs propres rangs et ainsi permis l'adoption de l'amnistie.

Les arguments du gouvernement pour justifier cette amnistie sont quelque peu surprenants. Le financement des partis et des campagnes est très cher, explique-t-il en l'occurrence; jusqu'à présent régnait en ce domaine la loi de la jungle, ce qui profitait aux plus riches. D'où la nécessité, selon lui, d'une véritable loi limitant les dépenses et prévoyant un financement en partie public. Mais en attendant cette transparence, explique le gouvernement, il a bien fallu que les partis ou les candidats se débrouillent comme ils le pouvaient, en mettant par exemple sur pied ou en se servant de bureaux d'études bidons, de sociétés écrans, de fausses factures et autres dessous de table. Et de conclure : puisque nous allons vers un monde politique plus moral, oublions tous les scandales du passé !

Imagine-t-on un tribunal clément face à un accusé qui se défendrait en déclarant : "avant d'avoir une certaine aisance financière, il fallait bien pour survivre me débrouiller par l'escroquerie et le vol ?" C'est pourtant le raisonnement que les députés tiennent pour eux-mêmes, et qui justifie à leurs yeux l'arrêt des poursuites sur les malversations passées.

Alors, terminée cette affaire de fausses factures du Sud-Est dans laquelle étaient inculpés une trentaine d'élus dont le député socialiste Michel Pezet. Terminé le scandale d'Urba Technic, ce bureau d'études dirigé par Gérard Monate qui participa au financement de la campagne présidentielle de Mitterrand pour une somme d'environ 20 millions de francs. Terminée l'affaire de la SORMAEV dans laquelle plusieurs élus de l'UDF et du RPR d'Aix, de Toulon, d gnon ou de Nice avaient également inculpés.

Les députés ont tout de même de l'éc tion. Ils ont eu la prudence de ne s'auto-amnistier directement puisqu'il exclu de l'amendement les parlement et ceux qui ont tiré de la situation antér des bénéfices personnels. Seulement, grande et belle attitude masque à pein hypocrisie encore plus grande et plus Car en amnistiant les délits commis pa intermédiaires, on vide les dossiers d'en tes ou d'instruction et au bout du co on épargne les élus impliqués. Mais être n'y avaient-ils pas pensé ?

Georges LAT

Comores

DES MERCENAIRES À L'IMAGE DE LEURS PROTECTEURS DE PARIS ET DE PRETORIA

Bob Denard, au centre, entouré de ses principaux lieutenants.

Gamma

**Depuis 1978, lorsque la
e de mercenaires de Bob
rd avait aidé Mohamed
llah (ancien chef d'Etat
ersé) à reconquérir le pouvoir
Comores, ni la France ni
que du Sud n'avaient jamais
esté contre le fait que
ques dizaines de truands et
's, français et belges
ntiellement, régnaient
iment en maîtres dans ce
archipel. Le président étant
orien, la fiction était sauve et
i bien la France que l'Afrique
ud finançaient le petit Etat.
e en partie à ces fonds (en
enance notamment des
ribuables français), les
enaires pouvaient s'enrichir
des trafics multiples,
érir des biens mobiliers et
obiliers, tout en dirigeant la
e Présidentielle qui faisait
er l'ordre et parfois la terreur
les îles.**

Ce serait, entre autres, par l'intermédes Comores que l'Afrique du Sud aidé la rébellion contre le régime lozambique. Et en tout cas c'est que du Sud qui finançait la Garde lentielle pour 30 millions de francs, -il, tandis que la France versait une ne estimée à 130 millions, non ris divers prêts, ainsi que l'envoi de ons de coopération, en particulier ires...

Bref, la France, qu'elle fût giscare, chiraquienne ou socialiste, finan- toute connaissance de cause une ure, qui reposait sur une bande iens colonialistes, souvent recherpar la justice de leur pays. Moyenquoi on ne parla guère de Bob rd et de sa bande pendant plus de dix

Tout a changé le 26 novembre der- On ne sait pas exactement comment oses se sont passées, mais apparemle président Abdallah a voulu dimie pouvoir des "affreux" et une vive ssion aurait malencontreusement néré : l'un des mercenaires aurait abattu le président Abdallah ! Les enaires le nient farouchement et ident que c'est un rival d'Abdallah, mmandant Ahmed Mohamed qui fait le coup. Toujours est-il qu'Ab- est bien mort et que, depuis, les enaires règnent en maîtres - ce qui pas vraiment nouveau - dans l'ar- l.

La France et l'Afrique du Sud, semble-t-il, voulaient depuis quelque temps donner une façade un peu plus respectable à la dictature comorienne et c'est cela qui aurait tout déclenché. Dans leur souci des convenances à l'égard des Etats africains, les deux protecteurs ne veulent plus admettre que ce soit une bande de mercenaires blancs qui tiennent directement le pouvoir aux Comores : qu'il y ait une dictature, soit, mais qu'elle soit dirigée par un Comorien...

La France et l'Afrique du Sud ont donc décidé d'interrompre leur aide financière. Le gouvernement français a envoyé dans le voisinage quelques navires et quelques commandos pour faire pression sur les mercenaires. Et surtout, de sérieuses négociations se dérouleraient là-bas, en secret. On dit que les mercenaires accepteraient de partir, à condition d'être grassement dédommagés de tout ce qu'ils devraient laisser sur place, et à condition aussi qu'on leur trouve un point de chute, ce qui n'est pas forcément le plus facile.

En même temps se pose le problème de l'avenir politique des Comores, car qui va gouverner, après Abdallah ? Son fils ? Un membre de l'opposition ? Et dans ce cas, lequel ? L'avenir des Comores, bien que des élections soient prévues dans quelques semaines, est en train de se dessiner, sans la participation des Comoriens - tout comme il y a dix ans lors du coup d'Etat d'Abdallah - à l'ombre des canons et sous la surveillance des militaires français.

Les mercenaires partiront donc sans doute, achetés ou chassés, cela dépend de leur aptitude au marchandage, mais une autre dictature risque de prendre naissance aux Comores... avec les mêmes "protecteurs"...

André VICTOR

Côte-d'Ivoire

UNE "COTISATION VOLONTAIRE" MAIS OBLIGATOIRE

Dans son numéro du 19 novembre 1989, le mensuel trotskyste *Le pouvoir aux travailleurs* organe de l'UATCI, décrit l'actuelle situation en Côte-d'Ivoire où, sous prétexte de lutter contre le banditisme et l'insécurité, le gouvernement d'Houphouët Boigny s'en prend non seulement aux immigrés venant des pays voisins, mais aussi à toute la population ivoirienne. Des quartiers populaires sont ratissés, des femmes, des enfants interpellés et contrôlés. Comble de cynisme, c'est à ceux qui ont à subir les exactions de la police et de l'armée que le gouvernement demande une contribution "volontaire"... pour soutenir justement cette armée et cette police.

"Soi-disant pour renforcer la police et l'armée qui n'auraient pas suffisamment de moyens *"pour lutter contre le banditisme et l'insécurité"*, l'Etat ivoirien a organisé une "collecte nationale".

Ainsi chaque Ivoirien membre du PDCI (c'est-à-dire tous les Ivoiriens, puisque la carte du PDCI est obligatoire pour tous) doit participer à cette "cotisation volontaire".

Pour les "grands donateurs" leurs noms seront publiés dans les journaux. Houphouët Boigny aurait versé (de sa poche bien sûr !) une somme de 30 millions de francs CFA. Les députés et les ministres ont aussi donné leur "quote-part", de même que les préfets et les sous-préfets.

Pour les employés, comme à l'EECI (Energie et Electricité de la Côte-d'Ivoire), leur "cotisation volontaire" a été directement fixée par l'administration à travers un formulaire donnant les barèmes.

Combien de centaines de millions de CFA sont ainsi rentrés dans les caisses de l'Etat qui en avait bien besoin après la chute des prix du cacao et du café ?

Houphouët Boigny a peut-être trouvé là un filon intéressant pour son régime. En faisant de la "lutte contre le banditisme et l'insécurité" un axe de propagande, il tente de détourner l'attention de la population. Il lui désigne des boucs émissaires en la personne des travailleurs immigrés. Et par la même occasion, il encaisse de l'argent sur le dos de la population. Il renforce aussi son appareil de répression qui, en ces temps de crise grave, pourrait bien être utile pour mater d'éventuelles révoltes que la baisse brutale du niveau de la vie pourrait engendrer..."

LE PARTI ET L'ÉTAT EN RÉNOVATION

En RDA, c'est décidément la saison de la lessive. Sur les cent membres de l'ancien Comité central du SED, le parti communiste de RDA, seuls trois sont rescapés de la campagne de rénovation de l'appareil et siègent dans le nouveau "Comité directeur" du parti (l'appellation aussi a changé). La rénovation est facilitée par une bataille déclenchée d'en haut contre la corruption. Les vieux dirigeants ont sauté (certains sont même incarcérés ou assignés à résidence pour détournements de fonds, abus de biens publics...). C'en est fini aussi du monopole du parti. Le nouveau "chef", un avocat de 41 ans, Gregor Gysi, est le plus inconnu de tous les dirigeants possibles, donc le plus irréprochable ! Reste à trouver un nouveau nom pour le parti. C'est à l'étude. Les nouveaux dirigeants parlent d'une "troisième voie", d'un parti qui ne défendrait ni le capitalisme, ni le communisme, d'un parti qui continuerait à se revendiquer du socialisme, mais plutôt de celui de Bernstein et Kautsky que celui de Lénine !

La police, il y a peu de temps encore – ici à Leipzig, le 2 octobre dernier – s'opposait aux manifestants. Maintenant elle fait visiter ses locaux...

CHANGER, C'EST LE MOT D'ORDRE.

Même l'armée a compris qu'il faut, très vite, changer au moins la façade. C'est elle qui est aujourd'hui sous les feux de la rampe. Rien d'étonnant, ce sont les chefs de l'armée; généraux et officiers, qui ont convoqué les journalistes dans les casernes et qui posent devant les micros et les caméras. Les journalistes racontent ensuite que tout change... afin que nul n'en ignore !

Le "tournant" dans la NVA (armée nationale populaire) a commencé lorsque, selon la presse, "des" manifestants auraient fait irruption dans une caserne. On les a vus à la télé, même ici :ceux qui sont entrés (un groupe peu nombreux et sage) ont été conduits directement dans une immense salle où étaient réunis plusieurs centaines de soldats, probablement toute la caserne. Et c'est un haut gradé qui a fait un discours "rénovateur"... Un vrai meeting, bien organisé, bien préparé... où les médias étaient convoqués pour faire savoir ensuite à la population qu'il y avait bien du changement !

Cela dit, une certaine libération de l'armée s'annonce. Les plus jeunes recrues avancent leurs revendications : pouvoir porter la moustache, sortir de la caserne le soir et en costume civil, ne plus faire la gymnastique le matin et, surtout, pouvoir regarder la télé ouest-allemande... comme la plupart des habitants de la RDA depuis déjà des années !

Les revendications ne sont donc pas radicales et si les changements sont importants, ils viennent surtout d'en haut. Il fallait bien qu'ils concernent aussi les forces de répression, la police et l'armée, car ce sont elles, avec les privilégiés de la Nomenklatura, qui sont parmi les plus vomis par la population.

Les hommes de la STASI, police politique formée d'espions et de tortionnaires, ont aussi été jetés en pâture. Cela ne pouvait que faire plaisir à toute la population ! Des manifestants sont même entrés dans les locaux de cette police haïe, le 5 décembre au soir, dans différentes villes, quand a été répandue la rumeur (par les "rénovateurs" de l'appareil ?) qu'elle détruirait des archives compromettantes. Là encore, l'opération semble avoir été préparée en haut lieu, avec même la complicité d'un certain nombre de dirigeants de "Nouveau Forum", le courant le plus fort de l'opposition. Selon diverses informations de la grande presse ouest-allemande, ce sont des militants de Nouveau Forum, avec des membres rénovateurs du SED, qui semblent avoir organisé les "incursions populaires" dans les locaux de la STASI. Celles-ci se sont même parfois faites en présence et avec l'aide de la police ordinaire, les "Vopos", qui ont peut-être redoré aussi leur blason à l'occasion. Chaque fois des manifestants en nombre réduit et "pacifiques", relève la presse, ont visité les bâtiments de la STASI. Et quand une foule plus nombreuse, comme à Leipzig, a menacé de le faire, des "opposants" de Nouveau Forum et quelques autres ont fait le cordon sanitaire pour l'empêcher !

CONTROLER LA MOBILISATION.

On ne peut nier que la mobilisation populaire existe et elle n'est pas négligeable. Mais les appareils, ancien et nouveau, s'en servent dans leurs intérêts. Et jusqu'à nouvel ordre, ils semblent garder l'entier contrôle de la situation.

L'affaire des "groupes de combat d'entreprise" est éloquente aussi. Les nouveaux dirigeants viennent de décider leur dissolution. Même s'ils étaient recrutés sur place, ces prétendus "ouvriers armés" n'étaient que des forces policières spécialement dirigées contre les travailleurs et spécialement pas aimés d'eux ! Selon l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel,* ce serait parce que "des travailleurs" dans certains grands combinats auraient menacé de faire grève, que ces "groupes de combat" auraient été désarmés. On peut imaginer en effet que la hargne des travailleurs contre les forces de répression ait encouragé le régime à une telle mesure, mais les directeurs d'usines ne sont pas aimés non plus et pourtant ils sont épargnés. Alors, la politique de rénovation semble surtout ciblée, et mesurée. Et en l'occurrence, les nouveaux dirigeants ont préféré faire disparaître les cibles de mécontentement les plus proches des travailleurs, pour conjurer le risque qu'ils passent aux actes et éviter à tout prix qu'ils soient tentés de faire justice eux-mêmes.

Quelle est la mobilisation réelle ? Les travailleurs et la population pourraient-ils avoir envie de se mêler vraiment de l'épuration, de faire la leur, par leurs propres moyens, leurs propres forces, sur les lieux de travail et d'habitation déjà où ils connaissent d'expérience un certain nombre de flics et autres ordures qui méritent d'être empêchés de nuire ? On ne le sait pas, mais le chef du gouvernement Modrow comme les nouveaux responsables du parti font tout pour ne pas connaître la réponse à cette question. Tout pour que les épurations, les changements de personnes et d'appellations, la démocratisation effective des médias et d'un certain nombre d'institutions, ne puissent pas échapper au contrôle de l'appareil central.

Il semble qu'ils y réussissent. Après une période un peu mouvementée, l'appareil d'Etat rénové se met en place, et ses dirigeants bénéficient de l'aide de l'«opposition», du moins d'un certain nombre de groupes et formations (Nouveau Forum, les sociaux-démocrates du SDP, des groupes Verts et autres courants libéraux démocratiques bourgeois). Ils étaient illégaux hier. Aujourd'hui, non seulement ils sont tolérés mais ils ont participé à une "table ronde", avec des représentants du SED, d'où est sorti le projet d'organiser des élections générales, le 6 mai prochain.

Alors oui, un nouvel ordre se met en place, après l'agitation engendrée par la décision de Gorbatchev de laisser la RDA aller son cours... et se rapprocher de la RFA, de ses capitaux et de son économie de marché. Il fallait pour cela une société et un Etat un peu rénovés... c'est en train de se faire. Derrière les campagnes d'épuration à grand spectacle, les "managers" de l'industrie confient plus discrètement à la presse que les temps vont être de plus en plus durs, que le redressement économique va nécessairement engendrer des compressions d'effectifs et des baisses de salaire. Ce serait le prix à payer.

La RDA va donc vers des élections libres : c'était une des premières revendications de la population. Elle va vers une "libéralisation économique" aussi. Le nouvel appareil, issu de l'ancien par-delà toutes les étiquettes, s'est fait l'artisan du changement en s'appuyant sur une mobilisation populaire qu'il n'a pas déclenchée mais qu'il a encouragée et renforcée. Maintenant qu'un nouveau personnel est en train de se mettre en place, il n'en a plus besoin. C'est probablement pour cela que le lundi 11 décembre à Leipzig, où il y aurait eu deux fois moins de manifestants que jusque-là ("seulement" 100 000), des pasteurs auraient appelé à ne plus manifester : à respecter maintenant une espèce de pause... pour laisser le temps aux nouveaux dirigeants...

Mais les manifestants et la population n'ont pas encore donné leur réponse.

Michelle VERDIER

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Forum Civique
DES MINISTRES, MAIS UNE BASE

Il n'aura fallu que trois semaines à la Tchécoslovaquie pour changer de régime. Et c'est Husak lui-même, le vieux président de la République détesté pour avoir été le «normalisateur» en chef du «Printemps de Prague» qui, avant de démissionner, a annoncé la composition du nouveau gouvernement. Le Parti Communiste Tchécoslovaque y est en minorité et ceux qu'on qualifiait hier d'opposants et avant-hier de «dissidents» s'y sont vu confié les ministères clés de l'Intérieur, des Finances, des Affaires étrangères.

La conférence de presse du Forum Civique. Gamma

A ce qu'on peut savoir d'ici, parce que les dirigeants de l'opposition le disent eux-mêmes, les zones paysannes et les ouvriers des usines restent plus spectateurs qu'acteurs des transformations actuelles. peut-être parce qu'ils craignent, comme l'a dit au reporter du *Figaro* un ingénieur agricole qui tente d'implanter un groupe du Forum Civique là où il travaille, *«que les changements ne concernent que les gens d'en haut, comme ils disent, que leurs propres problèmes ne soient jamais pris en compte»*. Peut-être aussi parce que le précédent régime avait su faire de la publicité à un certain nombre de «réformes» proposées par les opposants, des réformes qui, sur le plan économique, ne vont pas spécialement dans le sens des intérêts de la population.

L'inquiétude justifiée des ouvriers

Ainsi quelques-uns des ministres que le Forum Civique a «recommandés» se sont contentés, dans le passé, de dénoncer la politique économique du régime dirigé par le PCT en disant, par exemple, que si le niveau de vie était (très relativement) élevé en Tchécoslovaquie, c'était parce que le pouvoir avait préféré satisfaire certaines revendications immédiates des ouvriers, au lieu de licencier, dans les mines et le nucléaire en particulier, au lieu d'investir, au lieu de consacrer de l'argent à empêcher la pollution de régions entières du pays.

Alors, s'il semble normal que les hommes qui, dans le passé, ont lutté pour des droits démocratiques, au prix de leur emploi, de leur confort et quelquefois de leur liberté, jouissent d'un certain crédit auprès de l'ensemble de la population, on peut se demander s'il en est bien de même d'autres ministres – et de l'ensemble du gouvernement. Quels sentiments, par exemple, peuvent éveiller parmi les travailleurs tchécoslovaques les premières déclarations du nouveau Premier minitre, Marian Kalfa, quand il dit que les grandes décisions économiques à propos des monopoles industriels et de la propriété d'Etat, seront repoussées jusqu'aux élections législatives qui doivent avoir lieu avant l'été ? Et il est bien difficile de dire si Komarek, l'un des seuls «réformateurs» du PCT, connu comme prônant un retour au moins partiel à l'économie de marché, jouit d'autant de popularité comme «expert» auprès des ouvriers que des petits-bourgeois ; si la nomination de Jan Carnogurski, l'avocat chef de file des militants catholiques slovaques, soulève vraiment l'enthousiasme parmi les travailleurs tchèques pas spécialement calotins...

Certes, un ouvrier – ou présenté comme tel – d'une des grandes usines de Prague, a été nommé, sur la demande du Forum Civique, au poste de ministre des Affaires sociales. Mais ce n'est jamais qu'une technique bien connue du parlementarisme, auquel la Tchécoslovaquie s'essaie, que de placer à ce genre de poste des hommes dont les travailleurs peuvent croire qu'ils seront plus proches de leurs problèmes !

Cela répond d'ailleurs aussi à une préoccupation plus immédiate du Forum Civique : se trouver le plus rapidement possible une assise dans la population du pays.

Le Forum Civique, une poignée d'hommes...

Car le Forum Civique, c'est une poignée d'hommes qui autour de Vaclav Havel, se sont autoproclamés comme direction, se sont appuyés sur les manifestations pour se poser en interlocuteurs du pouvoir... et qui doivent maintenant se donner une base !

Réunion quadripartite à Berlin

44 ANS APRÈS, L'ACCORD PARFAIT DES OCCUPANTS

L'Allemagne est encore un pays occupé. Et s'il en était qui, ces derniers temps, dans l'euphorie de la chute du «Mur», avaient voulu l'oublier, les quatre puissances occupantes (USA, Grande-Bretagne, URSS, France), en se réunissant à Berlin pour la première fois depuis 1971, se sont chargées de le rappeler.

La réunification de l'Allemagne est inéluctable à terme, et tout le monde en est bien persuadé. Mais personne, à part le chancelier Kohl, ne veut paraître réellement pressé d'y arriver. *«Il faudra bien bouger, bougeons, mais pas encore tout de suite»*, telle semble être la démarche aussi bien des puissances occidentales que de l'URSS elle-même.

Sur la réunification, les quatre puissances occupantes partagent le même manque d'enthousiasme et la même résignation. Mais elles ont aussi en commun, à n'en pas douter, une même volonté de contrôler le processus d'en haut, et d'éviter de laisser croire aux peuples que les sentiments et leurs désirs pourront quelque chose en ce domaine. Car pour les gouvernements de ces puissances, la liberté des peuples, qu'ils soient à l'est, à l'ouest ou au milieu de l'Europe, point trop n'en faut.

URSS VERS LA FI

La réunion du Comité central du Parti Communiste de l'Union soviétique qui s'est tenue le 9 décembre dernier a donné lieu, paraît-il, à des critiques très violentes contre Gorbatchev. Ces critiques seraient venues des conservateurs, qui demandent un coup d'arrêt aux réformes. Mais Gorbatchev est sorti encore renforcé de cette séance puisqu'il s'est finalement fait plébisciter par le Comité central qui a accepté de confier au bureau politique – où Gorbatchev est largement majoritaire et où il vient de faire entrer encore deux hommes à lui – le soin d'élaborer le programme qui sera proposé, en janvier, à un plénum élargi du Comité central puis au congrès du parti.

Entre les conservateurs qui veulent ralentir le rythme des réformes et ceux qui trouvent qu'elles ne vont pas assez vite et exigent, comme Sakharov, l'abrogation immédiate de l'article VI de la constitution soviétique institutionnalisant le rôle dirigeant du PC, Gorbatchev a à la fois admis que rien ne s'opposait à l'abandon de cet article et qu'il fallait... remettre cet abandon à plus tard. Les députés au Soviet Suprême, suivant en cela Gorbatchev, ont refusé de débattre de la question et laissé aux instances du PC le soin de décider elles-mêmes... qu'elles ne décideraient plus toutes seules de tout !

L'argument utilisé par Gorbatchev : du temps de Lénine «et même sous Staline», le rôle dirigeant du parti ne figurait pas dans la constitution. C'est assez savoureux dans sa bouche !

L'idée d'un parti unique et infaillible, véritable credo de la bureaucratie soviétique depuis Staline, est une idée totalement étrangère aux conceptions des Bolchéviks. Si ceux-ci furent amenés en pleine guerre civile à interdire les différents partis, ce fut toujours par des mesures ponctuelles, qu'ils furent contraints de prendre, en souhaitant que ces interdictions soient les plus temporaires possible, tant ils

SOCIALE À TROUVER...

GAMMA

Manifestation d'ouvriers dans les rues de Prague.

Les étudiants qui sont partis de la capitale, sac au dos, pour aller porter la bonne parole aux ouvriers et aux paysans, l'ont sans doute fait pour la plupart avec spontanéité, avec le désir de contribuer ainsi à renverser un régime odieux. Mais ceux qui se sont mis à leur tête, qui ont demandé et qui continuent à demander à qui veut de former des groupes affiliés au Forum Civique, ont d'autres visées : celle en particulier de devenir un parti, un rassemblement capable de garder le pouvoir à la tête du pays, capable aussi de contrer l'opposition potentielle des petits bureaucrates qui voient leurs privilèges menacés et, dans le futur, capable d'imposer sa politique...

C'est dans ce cadre-là qu'on a pu voir Vaclav Havel qui, quelques jours auparavant, jurait encore qu'il n'était pas un politicien, présenter sa candidature comme président de la République et manœuvrer en coulisse contre ses «adversaires» à ce poste : Dubcek et quelques autres...

Un parti ouvrier, une nécessité

En trois semaines, l'ensemble de la population tchécoslovaque a beaucoup gagné, sans grands combats, en profitant de l'onde de libéralisation qui, partie de Moscou, a gagné peu à peu presque toute l'Europe centrale dite «socialiste». Mais pour le moment, ce sont les représentants de la petite-bourgeoisie nationaliste qui s'emparent des postes de commande pour mener une politique dont bien des conséquences peuvent retomber sur la classe ouvrière.

Alors, il faut espérer que dans la période d'effervescence politique, qui va encore durer quelque temps au moins, les travailleurs, dont certains commencent à s'organiser, même si c'est encore à la remorque du Forum Civique, sauront profiter des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux pour faire connaître et reconnaître leur point de vue, leurs intérêts, leurs aspirations,... et, ce qui va de pair, qu'il se trouvera ou qu'il surgira dans le pays les militants qui saurant exprimer ces intérêts de classe.

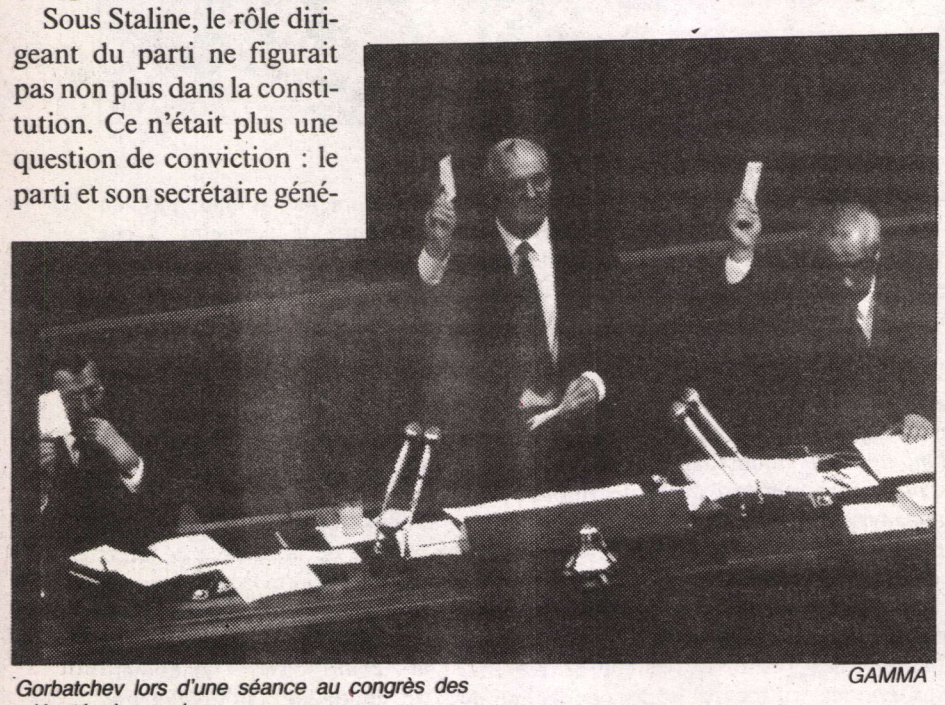
Sylvie FRIEDMAN

N DU "PARTI UNIQUE" ?

étaient convaincus que la liberté de critique et le débat d'idées étaient nécessaires à l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière.

Sous Staline, le rôle dirigeant du parti ne figurait pas non plus dans la constitution. Ce n'était plus une question de conviction : le parti et son secrétaire général n'avaient pas beoin d'article de loi pour exercer pleinement leur dictature !

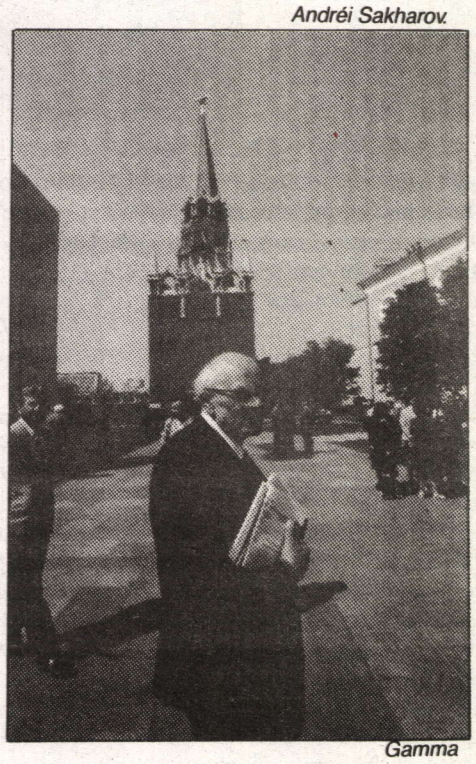
Alors l'argument de Gorbatchev aura-t-il suffi à rassurer les conservateurs ? En tout cas, il a rappelé les limites de cette querelle sur l'article VI de la constitution soviétique. Elle prend aujourd'hui un tour d'autant plus symbolique que, si demain l'article VI était abrogé, cela ne ferait guère qu'entériner un état de fait instauré depuis qu'une certaine libéralisation a cours en URSS : le PC n'est plus le parti unique ; bien des partis, des associations, des clubs, des fronts sont apparus au grand jour, en particulier ces derniers mois.



GAMMA

Gorbatchev lors d'une séance au congrès des «députés du peuple».

Andréi Sakharov.



Gamma

Gorbatchev laisse donc maintenant entrevoir la reconnaissance officielle du multipartisme. Et les travailleurs soviétiques n'ont certainement aucune raison de défendre le régime du parti unique, car voilà bien longtemps que le parti communiste de l'URSS n'est plus leur parti. Ce parti est devenu progressivement, au cours des années vingt, le parti des bureaucrates. La victoire de Staline, affirmant son pouvoir dans l'appareil du parti après la mort de Lénine et établissant sa dictature personnelle dès les années trente, a définitivement transformé le PC de l'URSS en instrument du pouvoir de la bureaucratie, y compris contre la classe ouvrière. C'est dire que les travailleurs aujourd'hui n'ont pas à regretter la fin de son monopole.

Le vrai problème en revanche, c'est qu'il n'y ait pas en URSS aujourd'hui de parti représentant les intérêts du prolétariat. Pour l'instant la libéralisation a permis l'expression d'un véritable fourmillement de partis bourgeois, en dehors du PC ou même au sein du PC, mais il n'est pas encore apparu sur la scène politique de parti défendant le communisme révolutionnaire, et proposant à la classe ouvrière soviétique une politique propre. C'est-à-dire une politique qui ne consiste ni à suivre les conservateurs staliniens, ni à se mettre à la remorque des réformateurs bourgeois, à emboîter le pas aux partis nationalistes ou encore à s'en remettre à l'arbitre suprême du moment : Gorbatchev.

C'est cela dont la classe ouvrière soviétique aurait grand besoin. Il est à souhaiter que la fin du parti unique de fait et bientôt sans doute de droit, en permettant l'expression publique des problèmes et des solutions préconisées par les uns et les autres à la crise de la société soviétique, permette à la classe ouvrière de se forger sa propre opinion et de définir ses propres solutions politiques, c'est-à-dire de forger son propre parti. Si c'est le cas, alors la classe ouvrière aura tout gagné à la fin du monopole du PC en URSS.

Dominique CHABLIS

Boat people

QUAND LE MONDE "LIBRE" SE CADENASSE

Les «boat people» vietnamiens. Aujourd'hui, ils sont menacés d'être renvoyés d'où ils sont venus.

(AFP)

La Grande-Bretagne vient de faire rapatrier, contre leur gré, un premier contingent de 51 Vietnamiens, "boat-people", traités *"d'immigrants illégaux"* sur le territoire de Hong-Kong, car ils ne seraient pas comme ils l'affirment des réfugiés "politiques". 40 0000 boat-people arrivés récemment dans la colonie britannique sont ainsi menacés d'expulsion à brève échéance.

Cela fait scandale en Angleterre et dans le monde, il paraît que les USA et le Canada ont protesté mais en vain. Un scandale d'autant plus bruyant que Margaret Thatcher a prétendu donner ainsi un exemple de sa fermeté, un peu à la façon de Pasqua avec son charter pour le Mali.

Reste que le problème est réel, le Vietnam a été détruit par trente années de guerre que lui ont menée la France puis les USA et que c'est un régime policier. Pour les habitants de ce pays de misère, Hong-Kong apparaît comme la vitrine éclairée du monde riche, toute proche et d'autant plus tentante. Elle ne peut cesser d'attirer de toujours nouveaux crève-la-faim qui tenteront, au péril de leur vie, de rejoindre ses rives, pour fuir tout ensemble dictature et misère. Alors la chasse aux immigrants clandestins, aux réfugiés du Tiers Monde, devient de rigueur dans les pays riches.

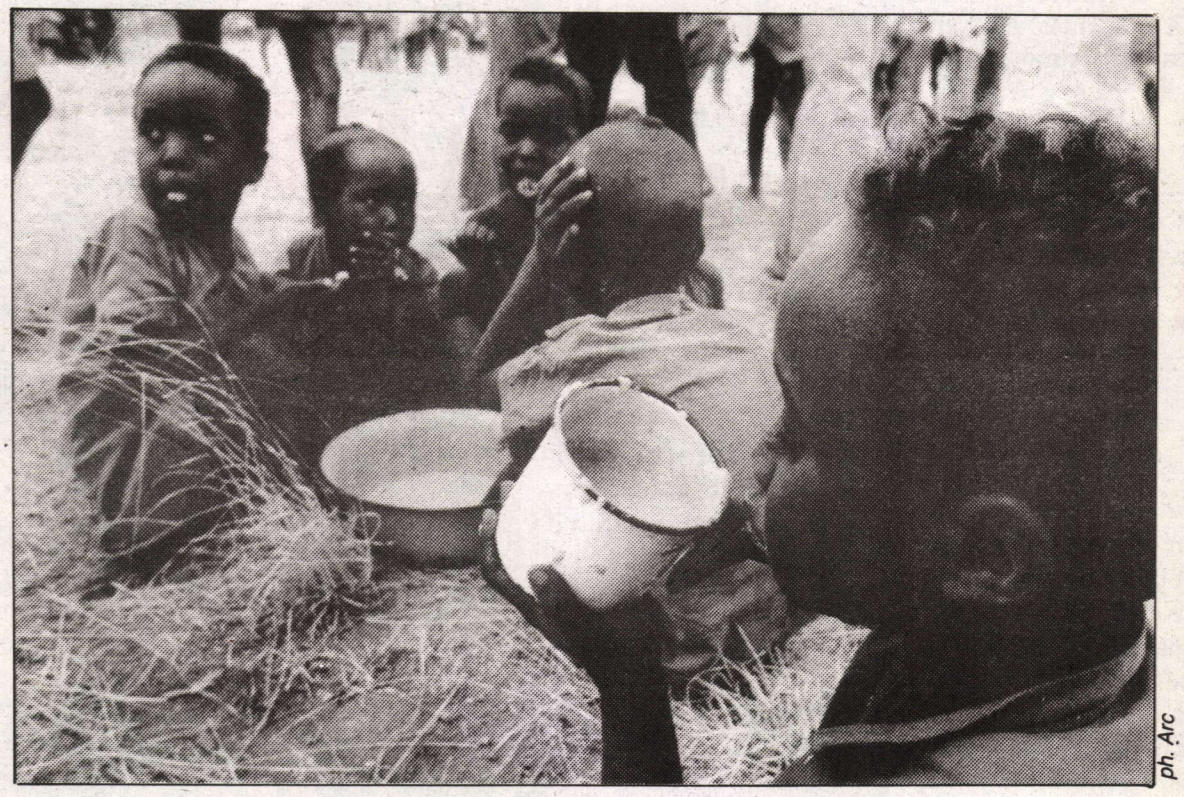
En France, Rocard et Mitterrand menacent de renvoyer eux aussi tous les clandestins du pays. Thatcher, pas en reste, fait de même à Hong-Kong. Il ne reste plus au monde dit "libre" qu'à s'enfermer derrière un mur, et à grillager ses vitrines par trop voyantes et trop bien achalandées. Pourquoi pas pendant qu'ils y sont construire un mur avec miradors et barbelés... maintenant que, même à l'Est, c'est passé de mode ?

CB

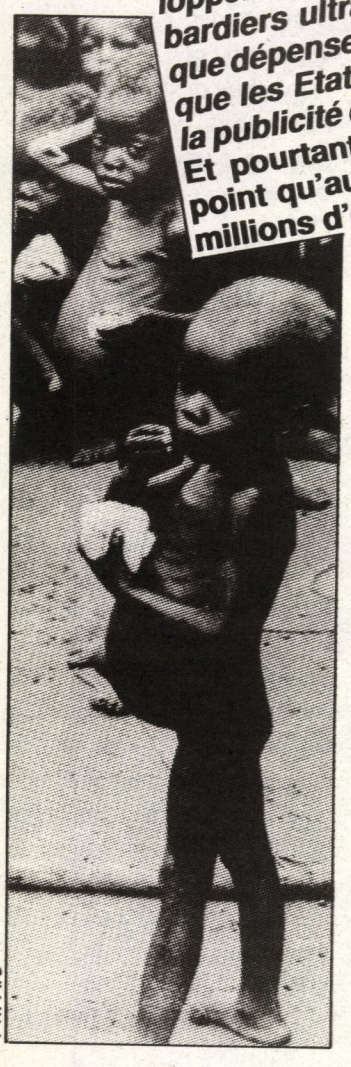
Le rapport annuel de l'UNICEF

DES MILLIONS D'ENFANTS CONDAMNÉS À LA FAIM

"Le coût - exécution comprise - d'un programme destiné à prévenir la grande majorité des décès et des cas de malnutrition parmi les enfants au cours de la décennie à venir pourrait se monter à environ 2,5 milliards de dollars par an" **déclare le rapport que l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'Enfance) a rendu public le 12 décembre. Cette somme, précise le rapport, *"représente 2% des dépenses en armement des pays en développement. Elle correspond au coût de cinq bombardiers ultramodernes, à ce que l'Union Soviétique dépense en vodka chaque mois, ou encore à ce que les Etats-Unis déboursent annuellement pour la publicité des cigarettes"* ! En clair, ce n'est RIEN. Et pourtant cela manque, dramatiquement, à tel point qu'au cours de la décennie 90, quelque 100 millions d'enfants en seront menacés de mort.**



ph. Arc



Ph. Arc

Comme les années précédentes, l'UNICEF énonce dans son rapport annuel des faits et des chiffres qui brossent un tableau odieux de la société d'aujourd'hui. Ce ne sont pas des besoins sophistiqués, compliqués, spécifiques, que toute une partie de l'humanité est incapable de satisfaire. Non. Plus d'un milliard d'êtres humains manquent d'alimentation, d'approvisionnement en eau potable, d'une instruction de base, de soins médicaux élémentaires, toutes choses qui ne relèvent pas du luxe mais des seules exigences vitales.

Pourtant le rapport de l'UNICEF enregistre brutalement comment le cinquième de l'humanité est privé de la satisfaction de ces besoins élémentaires, et combien les enfants en sont les premières victimes. 250 000 enfants meurent chaque semaine des effets combinés de la malnutrition et d'infections, ici tout à fait bénignes, comme la rougeole ou la coqueluche. 150 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition ; en conséquence, 250 000 d'entre eux deviennent aveugles chaque année et 100 000 en meurent en quelques semaines. 60% des familles rurales du Tiers Monde et un foyer urbain sur quatre ne disposent pas d'accès à l'eau potable, etc.

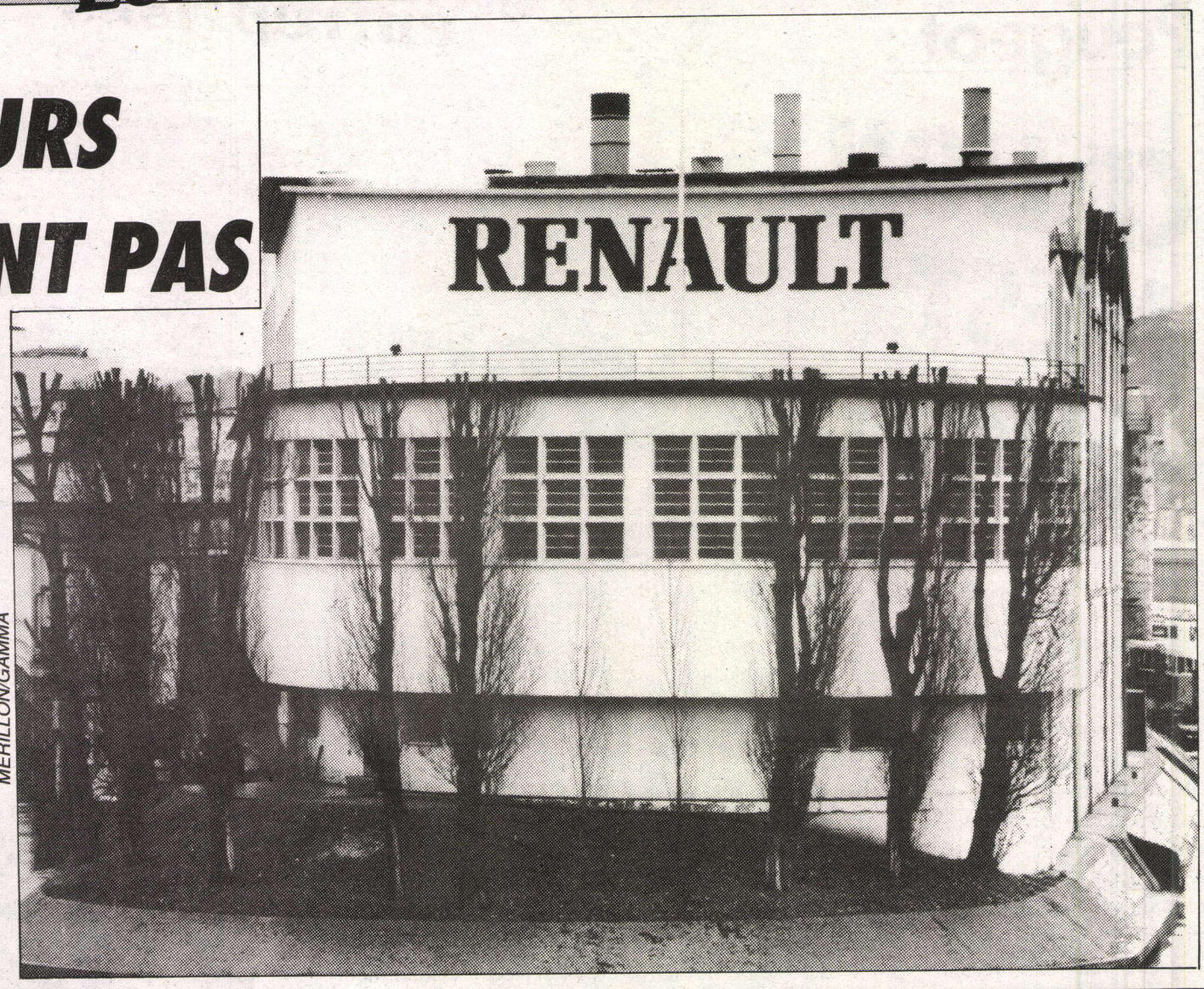
Au lieu de s'améliorer, cette situation dramatique s'aggrave, note le rapport qui déclare : *"Au cours des années 80, le revenu moyen a fléchi de 10% dans la majeure partie de l'Amérique latine et de plus de 20% en Afrique subsaharienne. Dans un grand nombre de zones urbaines, le salaire minimum réel a diminué d'au moins 50% pour les plus démunis..."*. Ainsi, l'appauvrissement s'accentue encore dans les pays les plus pauvres de la planète et parmi les classes les plus pauvres de ces pays pauvres. En partie parce que ces millions de pauvres engraissent des classes riches, des appareils d'Etat, militaires et policiers, parasites. Mais aussi et surtout parce que les économies de ces pays sont étranglées par le remboursement de leurs dettes aux grandes puissances industrielles et développées. Pour la seule année 1988, la dette aurait ainsi coûté au Tiers Monde 178 milliards de dollars, soit trois fois plus que l'aide qu'il a reçue des pays industrialisés, souligne *L'Humanité* du 12 décembre !

L'UNICEF, émanation des Nations unies dominées par les grandes puissances impérialistes, n'a pas de solutions à esquisser... sinon de regretter l'incapacité des populations du Tiers Monde à planifier les naissances et celle des femmes à user des moyens de contraception modernes ! Comme si le problème n'était pas au contraire de permettre à ces enfants qui naissent, à ces femmes qui tentent de les élever dans les pires situations, de le faire dans des conditions de nutrition, d'hygiène, d'éducation, décentes, bref dans des conditions humaines tout simplement.

Les moyens existent de balayer de la surface de cette planète la faim, la soif, voire la maladie, pour les enfants comme pour les adultes. Mais la volonté politique de les mettre en œuvre fait totalement défaut et c'est ce qui condamne irrémédiablement cette société.

Lucienne PLAIN

LES PROMOTEURS NE DÉSESPÈRENT PAS DE BILLANCOURT



MÉRILLON/GAMMA

La fermeture annoncée des usines Renault de Billancourt excite les appétits des promoteurs. Rien de surprenant à cela puisque la géographie a fait de cette commune de l'ouest parisien un lieu qui jouxte le Bois-de-Boulogne, le XVI[eme], la Seine... Boulogne compte déjà un quartier chic, qui ne le cède en rien au XVI[eme] parisien. Avec le site de Billancourt en plein réaménagement, les perspective de fortunes à base de spéculation immobilière sont bien sûr impressionnantes et ameutent tous les requins de l'immobilier.

A tel point d'ailleurs que Rocard a ressenti le besoin d'affirmer au conseil des ministres du 6 décembre qu'il n'était pas question pour lui de laisser le site aux mains des spéculateurs : *"sur ces terrains, j'entends que l'Etat lance une opération d'intérêt national, après s'être assuré de la maîtrise foncière"*, ainsi *"tout risque de spéculation sera évité"* a-t-il dit. C'est fort bien dit, mais le rappel, dans le même temps et à titre d'exemple à suivre, par le même Rocard, de ce qui s'est passé à la Défense sous la direction de l'Etat n'a vraiment pas de quoi rassurer. S'il y a un secteur où la spéculation a eu sa part, c'est quand même bien là !

La Régie libérera ses 50 hectares en 1992 et il est prévu que l'Etat intervienne à ce moment-là afin de placer les terrains de Billancourt dans le cadre des "opérations d'intérêt national", à l'abri donc, nous dit-on, de toute spéculation. Mais alors même que les usines sont toujours en place, les fabricants et vendeurs de mètres carrés s'en donnent déjà à cœur joie. Par exemple, anticipant sur l'avenir, face à l'île Seguin, entre le parc de Billancourt et les bâtiments condamnés à disparaître, une partie du site est déjà qualifiée de "Quartier du parc". Là, des logements, des bureaux, une résidence pour les vieux riches sont d'ores et déjà annoncés et pour certains mis en vente au prix de 25 000 F le m^2... Ce n'est pas encore les 30 000 ou 40 000 F de ce qui se vend près de parc des Princes ou à l'orée du Bois-de-Boulogne, mais ça vient.

En attendant la mise en œuvre de "l'opération d'intérêt national" à la Rocard, les marchands d'immobilier n'ont donc pas l'air trop inquiets. Comme ce responsable commercial par exemple, qui déclarait que *"tous les aménagements apportés dans cette zone dynamiseront le marché de l'ancien dont les prix devraient grimper sous l'influence de ceux du neuf"*. De même que tous ses semblables, celui-là sait ce que parole de ministre veut dire... et combien la fortune peut lui sourire, demain, à Billancourt.

Quand la banque se marie avec l'assurance, l'Etat met des milliards dans la corbeille

1989, l'an 01 de la Bancassurance : c'est sous ce titre conquérant que la BNP, première banque commerciale française et l'UAP, le numéro un de l'assurance, ont annoncé leurs projets d'alliance.

A cette occasion, tant l'une que l'autre ont donné beaucoup de chiffres faisant état de leur excellente santé.

Ainsi, la BNP annonce pour le premier semestre 1989 un résultat exceptionnel en hausse de 37,9 % par rapport au même semestre de l'année dernière : de bonnes affaires, certes, dont elle se vante. Une augmentation de la productivité dont elle se vante aussi : alors qu'elle aura encore diminué les effectifs, pour la seule année 1989, de 1 000 personnes (2,5 % du personnel), la BNP annonce une productivité globale en hausse de 5 % à 6 %. Par contre, évidemment, pas un mot sur les salaires bloqués, sur les primes de machine supprimées alors que presque tout le monde travaille maintenant sur machine, d'horaires décalés, réaménagés par le biais des horaires variables, etc.

Quant aux compagnies d'assurance, dont l'UAP est tête de liste, celles-ci ont quadruplé leur chiffre d'affaires ces dix dernières années. Il est passé de 88 milliards en 1978 à 341 milliards en 1988 alors que l'indice de l'inflation a seulement doublé. La plus forte croissance enregistrée provient des assurances vie et capitalisation, c'est-à-dire des primes de l'épargne-retraite des particuliers. Ainsi, le PER (Plan Epargne Retraite), depuis le 1[er] janvier 1988, a entraîné 650 000 ouvertures de comptes pour un montant de 4,1 milliards de francs. Cela traduit évidemment l'inquiétude des salariés – qui en ont les moyens – devant des régimes sociaux et de retraite complémentaire servant des retraites qui s'amenuisent.

C'est donc avec le vent en poupe que la banque et l'assurance parlent de s'unir.

Dans un premier temps, à partir du mois de novembre dernier, la BNP a proposé dans cinq grandes villes (Paris Agence Gambetta, Versailles, Toulouse, Rodez et Nantes) des produits d'assurance autres que ceux déjà proposés par sa filiale Nation-Vie, concernant l'automobile , la santé , la multirisque habitation, etc. La gestion des nouveaux contrats resterait entre les mains de l'UAP qui, de son côté, proposerait les crédits BNP.

Si cet essai s'avérait concluant, à partir de 1990, la collaboration pourrait s'étendre à d'autres villes. Ainsi, les guichets de banque étant ouverts dans la journée et les démarcheurs d'assurance travaillant surtout en soirée, chacun des deux partenaires ratisserait plus large.

Mais leur projet ne se limite pas là . L'idée première était de créer une société financière coiffant les deux entreprises et "pesant" 1 220 milliards de francs, prélude à une fusion ultérieure. Mais la taille d'une telle entreprise aurait effrayé le ministère des Finances qui a finalement refusé le projet. Par contre, Bérégovoy aurait accepté que chacune des deux entreprises donne à l'autre entre 5 et 10 % de ses fonds propres, de façon à ce qu'elles fassent apparaître toutes les deux, par un jeu comptable, une augmentation de capital.

Ensuite, elles procéderaient à une augmentation de capital, bien réelle celle-là, souscrite en grande partie par le principal actionnaire de ces entreprises nationalisées : l'Etat.

Le gouvernement socialiste n'a rien à refuser à ces requins de la finance que sont les banquiers et les assureurs. Et pour faire avaler cette pilule aux employés de ces entreprises comme à l'ensemble des contribuables, il fera de grands discours sur la nécessité de faire face à l'échéance de l'Europe de 1992 !

Correspondant LO

Peugeot :

CE LION N'EST QU'UN VAUTOUR

La direction des usines Peugeot a décidé d'attaquer en justice trois municipalités de la région de Sochaux, ainsi que le Conseil général du Territoire de Belfort, pour avoir, au moment de la grève, accordé des aides financières aux grévistes.

Peugeot prétend que c'est illégal, et comme le dit un de ses porte-parole *«chaque fois que quelque chose d'illégal se produit, nous allons en justice»*. On ne peut deviner dans quel sens tranchera la justice. Mais on peut remarquer plusieurs choses. Tout d'abord les municipalités en question où vivent un grand nombre d'ouvriers de Peugeot, n'ont rien fait d'autre que venir en aide à une partie de leurs administrés.

D'autre part il y a une immense différence entre les municipalités et un Calvet, ou un actionnaire de Peugeot : les municipalités sont élues, et donc tout de même plus habilitées à disposer des sous de leurs mandants, que des patrons qui ne représentent rien d'autre que leur capitaux !

Certains maires ont dénoncé le fait que Peugeot avait fait pression sur eux pour que leurs villes financent des travaux de voirie, afin de pouvoir agrandir l'usine Peugeot. Ainsi, quand Peugeot a pu disposer de l'argent de la collectivité, il n'y a trouvé rien à redire, évidemment, ni rien d'illégal.

Ajoutons que Peugeot a bénéficié dans le passé de l'aide de l'Etat, c'est-à-dire de l'argent des contribuables, qui n'avaient jamais été consultés sur ce point. C'était légal évidemment, mais dans le fond c'était du vol. Mais comme chacun sait, la propriété capitaliste, c'est le vol.

A.V.

Des grévistes comptant l'argent recueilli lors des collectes.

(AFP)

Toulouse :

FOURNIE-GROSPAUD EN GRÈVE

Les ouvriers de l'entreprise Fournie-Grospaud à Toulouse sont en grève depuis vendredi 1er décembre. Fournie-Grospaud est une entreprise d'équipements électriques industriels qui emploie 1 500 ouvriers répartis sur plusieurs agences dans le Sud-Ouest. Toulouse, avec le siège social, les deux ateliers de production et près de 200 employés, est la plus importante. C'est la mise en application de l'accord national sur la nouvelle grille salariale des Travaux publics, signé en octobre 1988 par la CFDT et FO, qui a mis le feu aux poudres.

Avec cette grille, beaucoup d'ouvriers se retrouvent déclassés par rapport à la grille précédente, ce qu'ils n'admettent pas. De plus, la direction en profite pour introduire des «points de polyvalence» et des «points de responsabilité», points qui ne sont en fait que des primes liées à l'appréciation de la fonction exercée, et qui ne sont donc pas définitivement acquis. Enfin la direction en a profité aussi pour supprimer les 6% de majoration du point par rapport à la grille nationale, qui était un acquis chez Fournie-Grospaud.

A l'appel de la CGT, seul syndicat de l'entreprise, les travailleurs avaient déjà fait grève début novembre, puis suspendu leur mouvement le temps des négociations. Devant l'absence de résultats, ils décidaient de reprendre la grève le 1er décembre, sous forme de quatre heures de grève reconductibles le matin et à midi. La quasi-totalité du personnel ouvrier embauché était en grève, et ils se retrouvaient à 90 tous les jours à la porte de l'usine. Leur première action dans la grève a été de défiler tous les jours, tous ensemble, dans les ateliers, histoire de bien montrer à la direction et à l'encadrement qu'ils étaient en grève, et de convaincre les quelques non-grévistes qui restaient de les rejoindre. Puis ils sont allés voir leurs camarades de l'atelier de l'Aéro, à l'autre bout de la ville, puis ceux de Quint (à 10 km de Toulouse).

Certains parlèrent rapidement de durcir le mouvement : ils voulaient fermer les portes de l'usine à l'entrée ou à la sortie des véhicules. Les responsables syndicaux finirent par accepter et organisèrent le blocage des portes jeudi 7 décembre. Directeur et PDG se retrouvèrent coincés dehors, le premier essayant d'intimider les grévistes en leur fonçant dessus. Le PDG, passablement énervé, dut rentrer à pied et convoqua un responsable syndical pour lui faire un chantage à la sécurité. Finalement, les responsables syndicaux cédèrent et le blocage fut levé. Le lendemain, les grévistes mirent tout de même en place une barrière symbolique pour retarder les entrées des véhicules de l'encadrement. L'un des cadres fonça sur cette barrière et faillit renverser trois travailleurs.

Les responsables syndicaux ont aussi proposé d'aller voir les ouvriers des autres entreprises de Travaux publics pour leur expliquer les raisons du mouvement et voir s'ils ne pourraient pas le rejoindre : les grévistes ont commencé à le faire.

La direction cherche à faire pression sur les ouvriers en grève en leur envoyant des lettres dénigrant cette grève qui *«mettrait en danger l'entreprise»*, et essayant de leur faire croire qu'ils auraient gagné d'appréciables augmentations de salaires grâce à sa *«politique sociale»*.

Mais à l'heure où nous écrivons, les ouvriers ne s'en sont pas laissé compter, et ils sont décidés à faire aboutir leurs revendications.

Aérospatiale (Saint-Martin près de Toulouse)

Victime de la course au profit UN JEUNE DE 25 ANS ENTRE LA VIE ET LA MORT

A l'heure où nous écrivons, Jean-Charles Fourcade, intérimaire cher Rohr (entreprise sous-traitante de l'Aérospatiale), est toujours à l'hôpital : sous respirateur, dans un état comateux, et les médecins sont très pessimistes.

C'est lundi 17 novembre vers 15 heures, au poste 17 de la chaîne de l'Airbus A320, sur un avion destiné à Air India, qu'il a été grièvement accidenté. Alors qu'il effectuait une réparation sur le moteur droit de l'avion après avoir ouvert les «reverses» puis enlevé les grilles, les «reverses» se sont brusquement refermées, lui bloquant la tête et le haut du corps.

D'habitude très prolixe, là, manifestement, la direction tente d'élever un mur du silence. C'est que sa responsabilité est largement engagée. Car quelles que soient les questions que l'on puisse se poser par ailleurs, les règles de sécurité élémentaires qui exigent qu'aucun compagnon ne travaille sur un avion pendant le déroulement des essais n'étaient pas respectées.

En effet, le poste 17 où s'est produit l'accident est un poste de fin de chaîne où se font tous les rattrapages, tous les travaux de chaîne restant à effectuer avant le passage de l'avion à la piste, ainsi que les derniers essais. C'est dire qu'à ce poste, c'est la course au temps en permanence, à laquelle s'ajoutent les problèmes énormes d'organisation, sans parler des heures supplémentaires à outrance. Et souvent des travailleurs interviennent sur l'avion alors que celui-ci est sous tension et avec la pression hydraulique.

C'est cela qui est inadmissible, et ce n'est que la chance qui différencie l'incident de l'accident grave. Ce n'est pas la fatalité qui a conduit Jean-Charles à l'hôpital mais la politique de la direction. C'est la course aux profits. C'est parce qu'il faut sortir les avions toujours plus vite, au moindre coût.

Saint-Nazaire (Chantiers de l'Atlantique)

LE BOT/GAMMA

A la levée du lock-out, mercredi matin 6 décembre, le directeur des Chantiers de l'Atlantique a appris à ses dépens que la détermination des travailleurs dans la lutte pour les 1 500 F était intacte après quatre semaines de fermeture du chantier.

Pourtant, à travers la presse depuis plusieurs jours, il avait tout mis en œuvre pour affirmer que seule une poignée de «jusqu'au-boutistes, terroristes, totalitaires et... manipulés» empêchaient la reprise du travail.

Eh bien, c'est une fameuse poignée de plus de 2 000 travailleurs qui lui ont donné un démenti cinglant et combatif en se retrouvant en assemblée générale ce même mercredi matin ; une assemblée qui a voté presque à l'unanimité la poursuite immédiate de l'action.

Les débrayages tournants reprenaient tout de suite, massifs, surtout chez les ouvriers. A la production, rien n'est sorti. Tout le monde discutait. Les chefs et même les cadres se faisaient tout petits. Dès 16 heures, il n'y avait quasiment plus personne dans le chantier.

Malgré la menace d'un deuxième lock-out, vendredi 8 décembre, les travailleurs envahissaient de nouveau les bureaux d'études, se restauraient au restaurant des ingénieurs, faisaient la démonstration qu'ils étaient encore nombreux et pleins de ténacité et de moral.

En fait, c'est contraint et forcé que le patron a levé le lock-out. La combativité des 1 000 à 1 500 travailleurs présents chaque matin à l'assemblée générale et dans les actions était malgré tout une menace pour tous les patrons de la région et également pour les pouvoirs publics. Le patron paraissait d'autant plus décontenancé qu'à aucun moment les travailleurs n'ont réclamé la levée du lock-out. Au contraire, avec le lock-out transformé en grève, ils en ont profité, surtout à l'initiative de la CGT, pour aller faire connaître leur lutte auprès des autres entreprises, à la grande joie de ces derniers.

Les patrons, la presse, les pouvoirs publics étaient si surpris et avaient une telle crainte de ces visites qu'ils ont préféré quasiment garder le silence, de crainte que cela ne donne des idées à tous les travailleurs de la région et du pays. A tel point que le patron de l'usine Baudet, s'étant vu refuser l'envoi de forces de police par les pouvoirs publics, en était à menacer de lock-outer son propre personnel. A la SNIAS où nous sommes allés plusieurs fois bloquer la production, les patrons en étaient réduits à entourer leur secteur de chiens de garde ; qui d'ailleurs pleins de sympathie visiblement pour les grévistes, se couchaient à notre arrivée...

Alors, rien n'est réglé. Ce n'est pas la prime de 800 F pour 1989, ni les 61,54 F d'augmentation accordés qui sont de nature à freiner notre mécontentement.

Lundi 11 décembre, nous étions encore un millier au rassemblement de 10 heures.

Bien sûr, la perspective de faire céder le patron devient de plus en plus mince. D'autant que la feuille de paie vient de tomber et est bien maigre juste avant les fêtes. C'est dans ce contexte que la CFDT et FO tentent d'atterrir dans le conflit et cherchent une caution en proposant un vote à tout le personnel gréviste et non-gréviste sur la suite à donner au mouvement. Rien de nouveau chez FO, cela fait déjà trois semaines que ce syndicat rame pour tenter d'arrêter le conflit. Il avait même été jusqu'à accepter, avec la CGC, le conciliateur et le patron, un référendum sur la reprise pour le lundi 4 décembre. Il avait dû remballer vite fait sa consultation devant l'hostilité de l'assemblée. A la CFDT, même si c'est plus nuancé, cela revient au même aujourd'hui.

Bien sûr, la lutte pour les 1 500 F est à un tournant. Après trois mois de lutte, les travailleurs ont le sentiment d'avoir fait tout ce qu'il était possible de faire pour essayer de gagner.

Mais justement, à juste titre, ceux qui sont venus à Penhoët tous les matins durant quatre semaines, qui ont tout fait, en allant dans les autres entreprises, en manifestant pour tenter de briser le mur patronal et gouvernemental, ont une exigence. Ils veulent décider en assemblée générale de ce qui doit être fait ou pas. Lundi 11 décembre dans l'après-midi, dans les assemblées de secteur, les travailleurs refusaient majoritairement qu'une telle consultation soit organisée à l'ensemble du personnel du chantier. Partout c'était la même réaction : *«Ce sont ceux qui luttent qui doivent décider, et non pas ceux qui n'ont pas levé le petit doigt»*.

Le patron, de son côté, annonce qu'il va consulter tout le personnel pour connaître le sentiment sur l'aménagement des horaires de travail, lié à l'avance sur salaire qu'il propose : ou bien 24 minutes de plus par jour pendant onze mois, ou bien 14 samedis en horaires aménagés.

Jusqu'à maintenant nombreux sont les salariés qui ont refusé l'avance sur salaire préférant «s'arranger» avec 3 500 F ce mois-ci que d'envisager d'allonger la journée de travail.

Correspondant LO

Hôpital Hôtel-Dieu (Lyon)

LA SODEXHO : DES MÉTHODES DE GARDES-CHIOURMES

La réputation de la Sodexho qui gère la restauration des malades et du personnel n'est plus à faire. Le personnel de la Sodexho, payé au SMIC avec deux dimanches par mois, travaille dans des conditions déplorables (sous-effectif permanent, pas de matériel, pas de formation). L'hygiène est plus qu'insuffisante puisque, l'an dernier, une intoxication alimentaire aurait pu avoir de graves conséquences pour les malades.

Quant aux méthodes des gérants face au personnel de la Sodexho, elles sont bien particulières...

Il y a trois ans déjà, une déléguée du personnel s'était vue sanctionnée d'une mise à pied, le gérant l'ayant accusée de l'avoir frappé suite à une altercation.

Ainsi, un jour où le délégué du personnel avait été trouver le gérant pour protester contre le manque de personnel depuis plusieurs jours, celui-ci lui a répondu grossièrement et lui a même donné un coup de pied. Face à la détermination du délégué du personnel et profitant qu'il était seul, le gérant a simulé une chute et a aussitôt accusé le délégué de l'avoir frappé, le menaçant d'une sanction ; ensuite, il a voulu le renvoyer chez lui. Voyant qu'il ne se laissait pas intimider, il a fait appeler la police.

Face à cette incursion intolérable de la police à l'hôpital, la direction a réagi en demandant à celle-ci de sortir. Ce qui n'a pas empêché le gérant de récidiver le lundi suivant lorsque le délégué a pris son poste.

Là, c'en était trop. Le personnel de la Sodexho a immédiatement réagi, en exigeant le départ des flics. Le lendemain, le délégué recevait une lettre de rupture de contrat, le convoquant à la direction de la Sodexho.

Le personnel de la Sodexho a réagi de nouveau en débrayant au moment du repas, tandis que le personnel hospitalier signait massivement une pétition pour la réintégration de ce travailleur. Tout le monde est bien décidé à ne pas laisser passer les méthodes infectes de la Sodexho et de son gérant.

Correspondant LO

Soferba
(Bavilliers près de Belfort)

UN PATRON QUI NE SE SENT PLUS

A la SOFERBA de Bavilliers, près de Belfort, au terme d'un accord de conciliation signé le 22 novembre 1989 entre les grévistes et le patron, après dix semaines de conflit, celui-ci s'engageait à réintégrer tous les travailleurs dans son entreprise. Pourtant dès le lundi 27 novembre, il refusait de laisser rentrer 15 d'entre eux décrétant une mise à pied avant de relancer la procédure de licenciement pour faute grave adressée à chacun d'eux pendant le conflit !

Assigné en référé par le syndicat CFDT, le patron se voyait contraint d'annuler les mises à pied et de payer 5 000 francs par ouvrier non réintégré et par jour. Mais cela ne sembla pas le gêner ; il continua à refuser l'entrée de l'entreprise à ces travailleurs ...et fut assigné une nouvelle fois devant le tribunal, qui, vexé de l'indifférence de la direction de SOFERBA pour son jugement, prononça la main levée des licenciements et ordonna la réintégration des salariés. De plus il condamna l'entreprise à verser immédiatement 150 000 F aux grévistes.

Finalement dès lundi après-midi, le 11 décembre, les grévistes reprenaient le travail à l'exception de deux d'entre eux. Le patron, fou de rage, montait dans le local du Comité d'entreprise, renversait le bureau, arrachait le fil du téléphone, etc.

Les travailleurs, eux, ont décidé de geler les 150 000 F dans l'attente du prochain jugement au cas où il ne serait pas favorable et de se les partager ensuite entre les 25 qui sont restés grévistes jusqu'au bout. Ils se préparent à d'autres provocations de la part du patron...

Correspondant LO

A PEUGEOT - Sochaux

APRÈS LA GRÈVE

Extraits des bulletins Lutte Ouvrière de Peugeot-Sochaux

• Il voit rouge

En Garniture, tournée A, un contremaître fut pris au dépourvu l'autre jour ; il a osé serrer la main à une gréviste.

A la question : *"Vous n'avez pas peur de vous brûler ?"*, il a répondu : *"Vous ne voulez pas que je vous fasse des mamours... et que je fasse des kilomètres pour vous dire bonjour ?... Ne venez pas me demander un service, je ne le vous rendrai pas, je n'aime pas les rouges !"*.

Comme certaines bêtes, il ne lui reste plus qu'à se faire aiguiser les cornes, et holélé, holala...

• Bêle toujours...

En Finition, on entend toujours un peu partout des grévistes chanter des slogans pour montrer *"qu'on est toujours là"*.

Visiblement, ça dérange un certain nombre d'agents de maîtrise, et plus particulièrement le petit Cabri de la T.B.

Ça lui tape tellement sur le système qu'il y a une dizaine de jours, courageux comme il l'est, il a empoigné le téléphone pour dire aux chefs d'équipe qu'il fallait que ça cesse.

Bien sûr, cela a eu autant d'effet qu'un pet dans une bourrasque !

• Capri, c'est fini !

Un chef d'équipe de Peinture nous a expliqué que les vacances, c'était fini ! Traduction : la grève est finie, il faut se mettre au boulot.

Compris mon adjudant, après vous, je vous en prie, empoignez les outils et montrez-nous vos capacités, qu'on puisse vous applaudir !

• La rallonge est trop courte pour nous brancher sur la 605

Nous allons pouvoir essayer la 605 au mois de janvier. Tu parles d'un cadeau de Noël !

Après l'avoir produite, on pourra la toucher et encore... en dehors du temps de travail.

Mais combien parmi nous vont pouvoir se la payer ? Faut-il croire que la direction compte sur nous pour être ses agents publicitaires ? Comme si la publicité que nous lui avons faite sur les petites payes pendant six semaines ne lui avaient pas suffi !

Travail précaire

LA LOI DU FAR-WEST

Un projet de loi pour réglementer le travail précaire a été déposé au dernier conseil des ministres. La nouveauté la plus marquante du projet Soisson, c'est que les patrons ne pourront prolonger les contrats au-delà de 12 mois, au lieu de 24 précédemment, et qu'ils ne seront pas autorisés à embaucher des travailleurs précaires pendant six mois après avoir procédé à des licenciement dits économiques.

Mais le probème n'est pas la réglementation. Il est que les patrons - les plus grands comme les plus petits - s'arrangent pour tourner la loi, et que le gouvernement et les autorités n'ont pas la volonté de les faire condamner. C'est bien pourquoi, après comme avant le projet de loi Soisson, cela reste, encore et toujours, aux travailleurs à faire respecter leurs droits, en s'organisant eux-mêmes.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE VA BIEN, PAS LES CHÔMEURS

Sur les deux ans à venir, les caisses de l'UNEDIC auront un excédent de 11 milliards selon leurs prévisions. Le comble, c'est que le chômage ne diminue pas, ni en nombre ni en durée, mais que de plus en plus de sans-emploi ne sont pas indemnisés. Parmi eux, les travailleurs précaires, en particulier les jeunes, qui n'ont jamais pu avoir une période de travail suffisamment longue au regard du règlement pour pouvoir en bénéficier .

Mais à part ça, Madame la Marquise, tout va très bien, et patrons et gouvernants n'arrêtent plus de se féliciter du redressement et de la bonne santé de l'économie.

LE "BON CŒUR" A BON DOS

Une fois encore, on a fait appel au bon cœur de la population pour alimenter la recherche médicale concernant la myopathie. Et cela a payé : le «Téléthon» a rapporté 250 millions, venant plus des petites gens que des riches ou des entreprises. Tant mieux si cela permet de faire des progrès plus rapides dans la lutte contre ce mal.

Quant aux autres maladies pour lesquelles la recherche médicale souffre aussi d'insuffisance notoire, l'évolution continuera à dépendre de la «générosité» de l'Etat, qui comme chacun le sait, préfère consacrer des centaines de milliards à l'armement plutôt qu'à la bonne santé des citoyens.

A quand l'argent des impôts pour la santé, et la charité pour payer les armements ?

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

A PROPOS DE L'AFRIQUE DU SUD
Trois romans d'Alex La Guma

Des romanciers d'Afrique du Sud, on connaît surtout en France André Brink et Nadine Gordimer. Mais les romans d'auteurs noirs et métis se sont multipliés depuis une dizaine d'années, sous le signe de la résistance à l'Apartheid et de la montée de la lutte des Noirs.

Parmi ceux qui sont traduits en français, on trouve en particulier trois ouvrages de l'écrivain Alex La Guma. Mort à Cuba en 1985, celui-ci était un militant engagé dans la lutte politique de longue date. Emprisonné pendant quatre ans à la suite du célèbre procès de 1956, puis à nouveau pendant plusieurs mois à la suite du massacre de Sharpeville en mars 1960, il fut ensuite assigné à résidence et s'exila finalement à Londres en 1966. De 1978 à sa mort, il fut le représentant de l'ANC, le Congrès National Africain, pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les résistants du Cap

Ecrit en 1972, traduit seulement récemment en français, voilà un ouvrage qui décrit la lutte clandestine de militants noirs de l'ANC dans la ville du Cap.

Beukes est un jeune ouvrier, – *«l'un des rares militants qui ne soient pas encore connus de la police»* – qui va de réunions en distributions de tracts, glissés dans les boîtes aux lettres, sous les portes ou jetés dans les allées des quartiers ouvriers pendant la nuit. Les péripéties de son activité militante permettent d'évoquer la vie de la population noire dans la ville, avec les contrôles policiers et la crainte permanente, qu'ils inspirent, car, *«il y avait cent délits qu'on pouvait commettre sans le savoir»*, les endroits et les trajets obligatoires pour les «non-Blancs», les entassements dans les bus desservant les quartiers métis et noirs, la misère des habitations et des foyers pour célibataires ou pour ceux dont la famille n'a pas reçu l'autorisation de venir vivre avec eux à la ville, etc.

Cette vie, c'est aussi les rassemblements pour protester contre la hausse des tarifs des bus, par exemple, ou les grèves ouvrières et la répression sanglante qui s'ensuit.

Mais surtout, ces péripéties permettent de retracer, outre l'itinéraire qui a amené chacun à la lutte, les problèmes que rencontrent les militants clandestins. Rien n'est simple, surtout à un moment où, apparemment, l'organisation prépare la lutte armée et où la police est particulièrement mobilisée. Il faut se rencontrer sous des apparences banales, se déplacer en prenant de multiples précautions, trouver des hébergements ou des modes de transport grâce à des complicités qui sont à entretenir... ou à renouveler, car, outre les emprisonnements, il y a les défections. La délation est toujours possible car tout le monde a peur, et bien sûr tous n'ont pas le même niveau de courage et d'abnégation.

L'intérêt de ce livre est de nous faire un peu vivre, de l'intérieur, la vie de ces hommes au niveau de militants, responsable certes, mais qui ne sont pas des cadres dirigeants, de façon précise et concrète, en faisant sentir l'héroïsme anonyme qu'elle suppose.

Christiane LE GUERN

Les résisants du Cap.
Editions *L'Harmattan* – Collection Encres noires.

L'oiseau meurtrier

Tout est en train de changer en Afrique du Sud, et les Blancs n'en ont pas encore vraiment conscience, ou bien ils ne veulent pas le voir. Telle est la toile de fond de ce roman, publié en 1979 à Londres.

Il se déroule sur une seule journée. Dans un petit bourg afrikaner, où le riche fermier Hannes Meulen entame sa campagne de candidat aux élections et prépare aussi son mariage, tout le monde s'apprête à assister à un service religieux au temple : on va prier pour qu'il pleuve, car la sécheresse fait des ravages. La Guma dépeint un univers d'hommes frustes et de femmes soumises, tous vivant dans la crainte de Dieu et l'obsession de la «pureté de la race», dont le maintien serait la mission, selon ce que leur prêche le pasteur : *«Du mélange des sangs est né le péché... Un sang pollué et l'abaissement du niveau de race qu'il entraîne, suffisent à expliquer la ruine des civilisations... Regardez plutôt ce qu'il est en train d'advenir de la civilisation portugaise au nord de chez nous ! A quoi lui ont donc servi intégration et assimiliation ?».*

Edgar Stopes, lui, est un représentant de commerce anglophone, un citadin contraint de perdre une journée dans ce bourg pour cause de panne de voiture. Il s'estime au-dessus de ces paysans sans autre horizon que leurs élevages de moutons... Il a quant à lui des problèmes avec sa femme, qui est trop allée au cinéma et rêve d'une vie de luxe au point de haïr son minable petit-bourgeois d'époux.

Le récit passe en alternance d'un univers à l'autre, aussi médiocres l'un que l'autre, mais il prend une autre dimension lorsqu'on découvre à son tour le village noir, où revient le même jour *«l'homme qu'on appelait Shilling Murile»*, après huit années passées en détention.

Murile a des comptes personnels à régler avec des Blancs ; il ne revient au village que dans ce but. Mais le village est au bord du drame. Les Blancs, le candidat Hannes Meulen en tête, ont prévu d'en déporter la population – après le service religieux, toutefois... – pour en récupérer les terres. Les temps ont changé cependant : la docilité est en passe de se perdre, et les gens commencent à lâcher leur vieux notable disposé à s'incliner devant la force. Murile comprendra-t-il que l'heure n'est plus aux actes de désespoir individuels, mais à la résistance collective ? C'est sur cette question que le roman se termine.

L'intention édifiante est un peu lourde. Mais le roman est porté par le souffle de la lutte de tout un peuple, et il fait ressortir, sans pathos, l'inhumanité du système de l'Apartheid.

C. L.G.

L'Oiseau meurtrier. *Editions Karthala. 80 F.*

Nuit d'errance

Une jeune homme de couleur, Michaël Adonis, se trouve brutalement jeté au chômage. On est dans un quartier déshérité de la ville du Cap, dans les années soixante. Michaël n'arrivera pas à surmonter son désespoir, et, bien loin d'incarner un «héros positif», il se laisse aller à la dérive au cours d'une interminable et sinistre nuit où il erre dans ces rues de misère, de drogue, de délinquance et de violence policière. Paumé parmi les paumés, Michaël Adonis en vient au meurtre, pratiquement sans raison.

De façon saisissante, l'auteur retrace le processus à travers lequel ce jeune ouvrier, «vidé de son job à l'usine» *parce qu'il* «a répondu à un sale chien de Blanc, le chef d'atelier», *se retrouve dans une situation sans issue, en plein cauchemar, et sombre totalement, n'étant plus à une crapulerie près...*

C.L.G.

Nuit d'errance
Collection *Noir de Poche* (Hattier).

TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL

DEUX ANS "D'INTIFADA"

(AFP)

Ce 9 décembre 1989 était le second anniversaire de l'"Intifada". Il y a deux ans, en effet, un affrontement dans la bande de Gaza entre des militaires israéliens et des jeunes Palestiniens a donné le signal de la révolte des Territoires occupés par Israël.

La révolte ne s'est pas démentie depuis, quel qu'en ait été le coût. En deux ans, environ six cents Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, vingt mille ont été blessés, cinquante mille sont passés à un moment ou à un autre par les prisons ou les camps israéliens. Quatorze mille personnes restent incarcérées, sans jamais avoir été jugées. Ce sont des chiffres très lourds pour le million et demi de Palestiniens qui peuplent Gaza et la Cisjordanie.

- La révolte coûte cher aussi sur le plan économique. Un grand nombre des Palestiniens qui partaient chaque jour travailler en Israël ont cessé de le faire, soit parce qu'ils ont été licenciés par leur employeur suite à des journées de grève ou de boycott du travail en Israël, soit parce qu'il ne leur était plus possible de faire le voyage quotidien et d'affronter les multiples contrôles ou tracasseries. Pour beaucoup, cela a signifié un revenu divisé par deux ou par trois quand il n'a pas été réduit à zéro. Il faut y ajouter les journées de grève générale, quasi hebdomadaires, que connaissent les territoires occupés ou le dénuement dans lequel sont tombées les familles dont, par exemple, la maison a été dynamitée en forme de représailles par l'armée israélienne. Ou bien le cas de ceux qui, comme les habitants du village de Beit Sahour, ont eu tous leurs biens saisis à la suite d'une grève des impôts...

Mais "l'Intifada" a la peau dure. Une conviction semble bien ancrée : *"Il faut continuer, même si cela doit durer encore longtemps"*. Les affrontements avec l'armée israélienne ont pris un rythme de croisière et les Territoires occupés semblent durablement installés dans leur état de révolte, une situation qui, malgré les communiqués de victoire périodiques du gouvernement israélien, pose à celui-ci, à la longue, des problèmes insolubles.

Maintenir en permanence une armée de maintien de l'ordre dans les Territoires coûte cher, économiquement et humainement. En deux ans, près de cent mille israéliens ont été appelés à servir dans les Territoires pour des périodes de quelques semaines à quelques mois. Cinquante-deux Israéliens, dont quinze soldats, sont morts du fait de "l'Intifada". Mais surtout, pour les Israéliens qu'on avait habitués à considérer la Cisjordanie et Gaza comme partie intégrante du pays, la "ligne verte" qui sépare Israël des Territoires occupés est redevenue une frontière que l'on ne franchit plus guère, sauf sous l'uniforme. Une fraction de l'opinion s'est sans doute habituée à l'idée qu'un jour ou l'autre, il faudra parvenir à un règlement.

Reste bien sûr à savoir lequel. L"Intifada" a amené le roi Hussein de Jordanie a proclamer, durant l'été 1988, qu'il renonçait à toute prétention sur la Cisjordanie. La conséquence en a été la proclamation par l'OLP, le 15 novembre 1988, de "l'Etat palestinien", puis l'ouverture d'un dialogue entre l'OLP et les dirigeants des Etats-Unis. De ce côté-là, il y a un pouvoir tout prêt à prendre en charge l'administration des Territoires occupés... si Israël acceptait de passer la main.

Mais côté israélien, on en est toujours aux tractations tournant autour de l'organisation d'élections en Cisjordanie et à Gaza, pour constituer une représentation palestinienne qui négocierait avec Israël. Le gouvernement israélien ne semble même pas décidé, pour l'instant, à aller jusqu'au bout de ce qui est son propre projet. En Israël même, la situation ne fait que renforcer les tendances les plus jusqu'au-boutistes,
appuyées entre autres sur les colons d'extrême-droite installés dans les Territoires, dont la pression se fait sentir sur le gouvernement. D'autre part, côté palestinien, une lutte pour le pouvoir semble engagée. Sous prétexte de liquider les "Collaborateurs", des commandos sont apparus dont les actions ont fait déjà 140 morts. Sur le plan politique, ce sont les intégristes islamistes qui semblent se renforcer. Ainsi, deux dangers symétriques pèsent sur le peuple palestinien et sur les Israéliens eux-mêmes.

Reste que, en attendant, l"Intifada" dure et que d'une certaine manière elle est déjà par elle-même une libération. En dehors des incursions de l'armée, les villages et quartiers des villes de Cisjordanie et de Gaza se sont habitués à vivre leur propre vie, ne reconnaissant que l'autorité des militants qui, à l'échelle locale, impulsent "l'Intifada". Et c'est sans doute ce qui permet à celle-ci de tenir car, même en l'absence d'un règlement, les Palestiniens ont conscience d'avoir, dans la révolte, déjà regagné leur dignité.

André FRYS

SOUDAN

LA LOI ISLAMIQUE REMISE EN VIGUEUR

A Khartoum, la junte militaire au pouvoir depuis le 30 juin dernier vient de décider d'appliquer strictement les sentences rendues selon la loi islamique (charia). Sans avoir jamais été abolie, la loi avait vu son application suspendue depuis le renversement du maréchal Nemeiry, en avril 1985. Elle devrait donc être de nouveau apliquée dans toute sa rigueur, annoncent les militaires en place.

Tout comme Nemeiry en son temps, la junte pense peut-être terroriser la population par l'application de la charia, tout en confortant l'appui et la complicité dont elle peut bénéficier de la part des intégristes islamiques du Front national islamique. C'est loin d'être garanti. Au Soudan, la colère explose régulièrement en manifestations anti-gouvernementales quand elle ne prend pas la forme d'une véritable guerre civile comme dans le sud du pays chrétien et animiste.

La jeunesse étudiante des universités de Khartoum et de la ville voisine, Omdurman, a manifesté à plusieurs reprises, en ce début décembre, et contre les augmentations insupportables des prix - 140% sur le sucre par exemple - et contre un gouvernement incapable d'empêcher la dégradation dramatique des conditions de vie. L'hostilité à l'intégrisme mobilise également les étudiants. Ainsi, la manifestation étudiante du 6 décembre avant de se transformer en une manifestation contre le gouvernement visait à protester contre le meurtre d'un étudiant par un intégriste musulman. La répression a fait deux morts parmi les étudiants de Khartoum, et c'est le lendemain que l'application de la charia a été annoncée par le porte-parole de la junte.

Autant que la volonté de réprimer, c'est la crainte inspirée aux militaires par l'agitation des étudiants et la volonté de cimenter l'alliance avec les intégristes qu'exprime ce recours à la loi islamique. La stricte application de celle-ci menace dans l'immédiat des milliers de prisonniers pour vol, détenus dans les prisons soudanaises, d'être amputés de la main droite . Il aura fallu à peine trois ans pour que, à la dictature barbare de Nemeiry, succède une dictature tout aussi barbare.

Lucienne PLAIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995